



25.033

Zivildienstgesetz.

Änderung

Loi fédérale sur le service civil.

Modification

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 24.09.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit
(Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Molina, Schmezer, Seiler Graf)
Nichteintreten

Antrag der Minderheit
(De Ventura, Andrey, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Molina, Schmezer, Seiler Graf)
Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat
mit dem Auftrag, eine überarbeitete Botschaft vorzulegen, die auf einer fundierten Analyse der Alimentierungslage basiert, die gesellschaftliche Bedeutung des Zivildienstes angemessen berücksichtigt und Massnahmen zur Attraktivitätssteigerung des Militärdienstes anstelle administrativer Hürden für den Zivildienst vorschlägt. Ziel ist eine ausgewogene Revision, die das Dienstpflichtsystem als Ganzes stärkt.

Proposition de la majorité
Entrer en matière

Proposition de la minorité
(Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Molina, Schmezer, Seiler Graf)
Ne pas entrer en matière

Proposition de la minorité
(De Ventura, Andrey, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Molina, Schmezer, Seiler Graf)
Renvoyer le projet au Conseil fédéral
avec mandat de présenter un message modifié, qui s'appuie sur une analyse approfondie de la situation en matière d'alimentation de l'armée, qui tient compte de manière appropriée de l'importance du service civil pour la société et qui propose des mesures pour rendre le service militaire plus attrayant au lieu de créer des obstacles administratifs au service civil. Le but est de parvenir à une révision équilibrée, qui renforce le système de l'obligation de service dans son ensemble.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): In der Eintretensdebatte behandeln wir auch den Antrag der Minderheit De Ventura auf Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat.

Chappuis Isabelle (M-E, VD), pour la commission: En préambule et avant toute chose, j'aimerais déclarer mes liens d'intérêt : je suis la présidente de la Fédération suisse de la protection civile, mais je m'exprime ici en tant que rapporteuse de la commission et non dans cette fonction, bien évidemment.





La situation sécuritaire en Europe s'est dégradée – cette réalité est répétée ici chaque jour –, que ce soit dû aux conflits géopolitiques ou aux risques environnementaux croissants. Il suffit de voir ce qui s'est passé à Blatten, où l'armée a d'ailleurs été mobilisée, ou encore au Val de Bagnes, pour s'en rendre compte. Et demain, si une nouvelle crise, bien plus grande, exigeait de notre société une mobilisation beaucoup plus rapide, mais surtout une mobilisation structurée et coordonnée, est-ce que nous serions prêts ? Disposons-nous des effectifs et des compétences nécessaires pour une action coordonnée de grande ampleur ? Aujourd'hui, la réponse est non, en tout cas, pas suffisamment.

C'est dans ce contexte que s'inscrit justement la présente modification de la loi sur le service civil, non pas pour abolir le service civil, non pas pour en nier la valeur, mais pour corriger un déséquilibre structurel identifié depuis plusieurs années. Le constat est clair : la croissance continue du nombre d'admissions au service civil crée une tension dans notre système de service obligatoire. En 2024, près de 6800 personnes ont été admises au service civil et cette dynamique ne correspond plus à l'esprit initial de la loi, qui réservait cette possibilité à des personnes confrontées à un véritable conflit de conscience. Or, aujourd'hui, une part importante des admissions concerne des personnes ayant déjà accompli une partie, voire l'entier du service militaire, parfois dans des fonctions clés, voire des fonctions d'officier. Cette évolution mine la cohérence du système. Elle affaiblit la notion d'engagement équitable et, surtout, elle brouille les frontières entre conviction éthique et confort personnel.

La commission considère que ce glissement doit être corrigé. Les six mesures proposées dans cette modification législative, qui seront présentées et discutées en détail ultérieurement, ne visent pas une rupture, mais un rééquilibrage entre les différents services. Mesure numéro un, un minimum de 150 jours de service civil ; deux, l'application du facteur 1,5 également aux cadres militaires ; trois, l'interdiction de certaines affectations médicales ; quatre, le refus des demandes lorsqu'il ne reste plus aucun jour de service militaire ; cinq, l'obligation d'une période d'affectation chaque année ; et six, l'obligation d'effectuer toute affectation longue dans l'année qui suit l'admission.

La commission estime que ces mesures, prises dans leur ensemble, permettent de renforcer la crédibilité du service civil en le recentrant sur sa vocation première qui est de proposer une alternative au service militaire pour les personnes qui, pour des raisons de conscience, ne peuvent pas accomplir un service armé. Ces mesures répondent aussi à une attente claire exprimée par plusieurs cantons, celle d'un encadrement plus rigoureux des conditions d'accès.

La Commission de la politique de sécurité (CPS) a longuement débattu. Elle a entendu les représentants des cantons, des services de la Confédération et des organisations de terrain. Elle reconnaît que ces mesures ne sont pas parfaites, mais les juge nécessaires et proportionnées. Elles forment une réponse équilibrée à une dérive structurelle, dans un contexte où nos exigences collectives en matière de sécurité ne cessent d'augmenter. Alors oui, une minorité s'est opposée. Elle dénonce une atteinte aux droits fondamentaux, évoque la proportionnalité et parle même d'une destruction du service civil. Ces préoccupations ont été entendues, mais rien dans ce texte ne supprime le droit au service civil. Et, soyons honnêtes, depuis 2008, nous avons vu les admissions exploser sans lien direct avec un sursaut de conscience

AB 2025 N 1164 / BO 2025 N 1164

collectif. Ce n'est pas la morale qui s'est réveillée en masse, mais une faille du système qui a été exploitée. Il ne s'agit pas non plus, comme certains l'ont affirmé, de provoquer une fuite vers la voie dite bleue des doubles inaptés. Au contraire, la commission estime que des règles claires limiteront les choix par défaut ou les choix par opportunisme. En posant un cadre plus strict, on évite que le service civil ne devienne une simple échappatoire au service militaire et on réaffirme qu'il doit rester un engagement assumé, fondé sur des convictions personnelles, pas sur la convenance.

Le vote de la commission est clair : 16 voix pour, 9 voix contre. Je vous invite donc à suivre la majorité de la commission et à entrer en matière sur cette modification législative et, ainsi, à envoyer un message clair : le service civil a sa légitimité, mais ne doit pas devenir un moyen de contournement du devoir de défense.

Hurter Thomas (V, SH), für die Kommission: Ich berichte hier aus der Kommission. Der Nationalrat und der Ständerat nahmen die Motion 22.3055 der SVP-Fraktion am 29. September 2022 bzw. am 6. März 2023 an. Es ging darum, den Armeebestand mittels Massnahmen beim Zivildienst zu stärken. In der Motion werden sechs Massnahmen genannt. Der Bundesrat nahm den Auftrag des Parlamentes auf und stiess eine entsprechende Gesetzesrevision an, über die wir heute sprechen. Der Bundesrat verabschiedete die Massnahmen am 19. Februar 2025 und nahm den Auftrag des Parlamentes somit auf.

Sämtliche dieser Massnahmen besprachen wir bereits in der Sommersession 2020. Das ist auch der Grund,



warum die Kommission in den Beratungen keine grossen Anhörungen durchgeführt hat. Der Entwurf wurde damals in der Schlussabstimmung vom Nationalrat abgelehnt.

Zur Entstehungsgeschichte: 2008 wurde die Gewissensprüfung abgeschafft und der sogenannte Tatbeweis eingeführt, der eine 1,5-mal längere Dienstzeit vorsieht. Vor der Abschaffung waren es etwa 1700 diensttaugliche junge Männer, die in den Zivildienst gingen, und nach der Abschaffung waren es etwa 5000. In den letzten Jahren ist die Anzahl weiter angestiegen. Sie lag letztes Jahr sogar bei 6500, was eine grosse Anzahl ist, wenn man bedenkt, dass es pro Jahr etwa 30 000 bis 35 000 diensttaugliche junge Männer gibt. Man kann sagen: Die Befürworter der Revision sprechen von einer Wahlfreiheit zwischen Militärdienst und Zivildienst, die nicht verfassungsmässig ist.

Die sechs Massnahmen wurden bereits von meiner Kollegin erwähnt; ich gehe nicht exemplarisch darauf ein. Wir haben in der Kommission trotzdem kurze Anhörungen durchgeführt, weil es immerhin fünf Jahre her ist, seit wir das letzte Mal darüber diskutiert haben. Wir haben Vertreter der Regierungskonferenz Militär, Zivilschutz und Feuerwehr (RK MZF) und der Konferenz der kantonalen Verantwortlichen für Militär, Bevölkerungsschutz und Zivilschutz (KVMBZ) sowie den Geschäftsführer des Schweizerischen Zivildienstverbandes eingeladen.

In der Anhörung sagten die Befürworter, dass sie diese sechs Massnahmen unterstützten, dass diese eigentlich sogar noch nicht weit genug gingen und dass man diese Massnahmen bereits 2020 unterstützt habe. Aufgrund der sicherheitspolitischen Lage und mit Blick auf die Zukunft sei es sogar wichtig, dass diese Massnahmen möglichst schnell umgesetzt würden. Zudem hat mittlerweile auch der Zivilschutz ein Bestandsproblem. Es kann nicht sein, dass Zivilschutz und Armee miteinander in Konkurrenz stehen. Deshalb braucht es auch eine tiefer gehende Reform. Die Gegner lehnten die Massnahmen in der Anhörung ab, weil sie unverhältnismässig und verfassungswidrig seien.

Die Kommission beschloss mit 16 zu 9 Stimmen Eintreten und lehnte den Rückweisungsantrag ebenfalls mit 16 zu 9 Stimmen ab. Sämtliche Massnahmen wurden mit 16 zu 9 Stimmen angenommen.

Zusammengefasst: Die Befürworter sagten in der Kommission vor allem, dass es hier auch um eine Stärkung des Zivildienstes gehe. Es ist keine Schwächung, sondern eine Stärkung. Es geht um eine Gleichbehandlung von Zivildienst und Militärdienst. Es geht auch darum, dass zum Beispiel die Spezialisten im medizinischen Bereich in der Armee gehalten werden können und nicht in den Zivildienst abwandern. Last, but not least geht es auch darum, den Aktiv- oder Assistenzdienst in Zukunft zu erhalten und eine Gleichwertigkeit zu erreichen. Die Gegner sprachen von einer Unverhältnismässigkeit, von Mikromanagement und keiner Lösung innerhalb der Armee.

In der Gesamtabstimmung nahm die Kommission den Entwurf mit 16 zu 9 Stimmen an.

Ich bitte Sie im Namen der Kommission, auf die Vorlage einzutreten, diese nicht zurückzuweisen und bei der Detailberatung überall der Mehrheit zu folgen. So können wir das Gesetz umsetzen, sind einerseits verfassungsmässig korrekt unterwegs und erreichen andererseits eine Gleichwertigkeit zwischen Armee und Zivildienst.

Andrey Gerhard (G, FR): Ich kann beim besten Willen keine Verbesserung oder sogar Besserstellung des Zivildienstes von dieser Reform ableiten, wie das soeben vom Rapporteur der Kommission insinuiert wurde. Der Zivildienst ist mittlerweile eine wichtige Säule unserer Gesellschaft. Seit seiner Einführung hat er sich als sinnvolle und effiziente Ergänzung zum Militärdienst bewährt. Tausende junge Menschen leisten jährlich ihren Dienst dort, wo unsere Gesellschaft sie am dringendsten braucht, in Alters- und Pflegeheimen, in Schulen sowie in Umweltschutz und Naturschutz. Es sind genau diese Bereiche, in denen der Fachkräftemangel heute akut ist und in Zukunft voraussichtlich noch stärker spürbar sein wird.

Die nun vorliegende Gesetzesrevision ist ein Rückschritt, sowohl politisch wie auch gesellschaftlich. Sie stellt eine reine Abschreckungsstrategie dar und verfolgt das Ziel, den Zivildienst unattraktiver zu machen und damit ein vermeintliches Problem der Armee zu lösen. Doch diese Logik ist falsch. Die Vorlage unterstellt jungen Männern, ihre Motive für den Wechsel in den Zivildienst seien nicht legitim, und will ihnen deshalb Steine in den Weg legen. Das widerspricht nicht nur der Praxis der Beweisführung durch Tat, wie sie das geltende Recht vorsieht, sondern auch den Prinzipien unseres Rechtsstaates.

Die vom Bundesrat vorgeschlagenen Massnahmen sind nicht nur unverhältnismässig, sie verletzen auch Grundrechte, insbesondere die Gewissensfreiheit und das Recht auf ein ziviles Ersatzangebot. Hinzu kommt: Der Bedarf an Zivildienstleistenden nimmt zu. Dies bestätigt selbst das Bundesamt für Zivildienst in seiner Strategie 2024 plus. Die vorgeschlagenen Verschärfungen würden jedoch genau dort Einschnitte verursachen, auf Kosten der Gesellschaft, nicht zugunsten der Armee. Denn der grösste Teil derjenigen, die durch diese Revision vom Zivildienst abgeschreckt würden, würde wohl nicht einfach so zur Armee zurückkehren, sondern auf den Weg der Untauglichkeit gedrängt. Das ist das Gegenteil einer Lösung.



C'est pourquoi je vous demande, avec ma proposition de minorité, de ne pas entrer en matière. Les mesures proposées ne sont ni nécessaires ni efficaces. L'accès au service civil fonctionne actuellement selon des règles claires et éprouvées. La présomption de conflits de conscience est justifiée et conforme à la Constitution. Vouloir restreindre cet accès sous prétexte d'un afflux excessif d'admissions revient à porter atteinte à des droits fondamentaux, notamment la liberté de conscience. De plus, le Conseil fédéral n'a jamais démontré l'existence d'un véritable problème d'alimentation de l'armée : tous les chiffres montrent que les effectifs militaires sont stables, voire en augmentation. La réforme ne répond donc à aucun besoin réel.

En revanche, elle aurait des conséquences négatives importantes : une baisse massive des jours de services effectués, une pression sur les institutions d'affectation et une perte de prestations publiques essentielles. Nous rejetons également la logique punitive de ces mesures. Augmenter la durée minimale du service civil à 150 jours pour tous, interdire certains types d'affectations ou forcer une planification rigide des engagements, c'est punir ceux qui choisissent consciemment de s'engager pour la société. Ce n'est ni libéral, ni proportionné, ni nécessaire. En conclusion, cette révision nuit à un système qui fonctionne et ne résout aucun problème ailleurs.

AB 2025 N 1165 / BO 2025 N 1165

Elle est antilibérale, juridiquement problématique et socialement néfaste.

C'est pourquoi je vous recommande de ne pas entrer en matière.

De Ventura Linda (S, SH): Was wir hier erleben, ist der zweite Frontalangriff auf den Zivildienst in dieser Session, und der dritte wird ebenfalls noch heute folgen, nämlich beim nächsten Traktandum.

Auch aus Sicht meiner Minderheit ist klar, dass die Armee so alimentiert sein muss, dass sie ihre Aufgaben erfüllen kann. Doch es sind eben alle drei Dienste wichtig: eine zeitgemässe, auf aktuelle Bedrohungslagen ausgerichtete Armee, ein gut aufgestellter Zivilschutz und ein starker Zivildienst. In der Beratung wurde deutlich, dass die Mehrheit der Kommission den gesamtgesellschaftlichen Nutzen des Zivildienstes nicht anerkennt. Statt nach Lösungen zu suchen, die alle Dienste stärken, wird der Zivildienst geschwächt und gegen Armee und Zivilschutz ausgespielt. Diese Vorlage wird dazu führen, dass es 40 Prozent weniger Zulassungen zum Zivildienst geben wird. 40 Prozent – das ist keine kleine Anpassung, sondern ein fataler Schritt für den Zivildienst und für die Gesellschaft.

Wir anerkennen, dass es für die Armee ärgerlich ist, wenn Angehörige der Armee nach der Rekrutenschule in den Zivildienst wechseln. Aber es gibt Umfragen zu den Gründen – neben dem Gewissenskonflikt –, warum Menschen während der RS in den Zivildienst wechseln. Als häufigster Grund wird genannt, dass sie zum Weitermachen gezwungen wurden. Die Lösung für dieses Problem muss doch innerhalb der Armee gesucht werden. Sie muss attraktiver werden, zum Beispiel durch eine bessere Vereinbarkeit der Wiederholungskurse mit dem Berufs- und Familienleben oder durch positive Anreize, wie das etwa in Norwegen erfolgreich praktiziert wird.

Eine Schwächung des Zivildienstes stärkt die Armee nicht – im Gegenteil: Die Dienstpflicht als Ganzes wird dadurch geschwächt. Selbst der Bundesrat räumt ein, dass er keine konkreten Angaben dazu machen kann, wie sich die in der Vorlage vorgesehenen Massnahmen konkret auf die Alimentierung der Armee auswirken würden. Seine Aussagen bleiben vage. Er stellt lediglich fest, dass die Bestände der Armee wohl nicht im selben Masse steigen dürften, wie die Zulassungen zum Zivildienst sinken würden. Denn wer sich aufgrund der Massnahmen, die wir heute beraten, nicht mehr zum Zivildienst melden kann oder will, wird wieder vermehrt den "blauen Weg", die medizinische Ausmusterung, wählen. Diese Menschen werden dann gar keinen Dienst mehr leisten. Das kennen wir aus der Vergangenheit. Damit nehmen die Dienstleistungen insgesamt ab.

Die heute diskutierten Abschreckungsmassnahmen machen den Zivildienst massiv unattraktiver, ohne die Armee dadurch effektiv zu stärken. Das kann doch nicht in unserem Interesse sein! Die Folgen sind nicht nur für den Zivildienst, sondern auch für die Kantone, Gemeinden und Einsatzbetriebe gravierend, insbesondere im Gesundheits-, Sozial- und Umweltbereich. Die Massnahmen machen die Zivildiensteinsätze aber auch für die Arbeitgebenden der Zivis schwerer plan- und durchführbar.

Sie wissen es selbst: Gegen diesen Angriff auf den Zivildienst wird das Referendum ergriffen werden. Ich bin davon überzeugt, dass die Chancen, dieses Referendum zu gewinnen, intakt sind, denn der Zivildienst ist mittlerweile in der Mitte der Gesellschaft verankert. Sie können heute entweder mit dem Kopf durch die Wand und mit dieser Vorlage vors Volk gehen. Damit gehen Sie aber das Risiko ein, dass die Bevölkerung dieser Revision eine Abfuhr erteilen wird. Das kostet viel, der Aufwand ist enorm, und das Ergebnis lautet dann womöglich: ausser Spesen nichts gewesen. Oder aber Sie folgen dem Antrag meiner Minderheit auf Rückweisung. Der Antrag ermöglicht es, dass das gesamte Dienstpflichtsystem weiterentwickelt wird. Der Bundesrat soll eine



neue, ausgewogene Lösung erarbeiten, basierend auf einer fundierten Analyse der Alimentierungslage unter Berücksichtigung der gesellschaftlichen Bedeutung des Zivildienstes und mit Massnahmen zur Attraktivierung des Militärdienstes.

Sie haben nun die Wahl: Entweder Sie erschweren den Zugang zum Zivildienst massiv, ohne die Ursachen der Probleme in der Armee wirklich zu klären, oder Sie ebnen mit dem Antrag meiner Minderheit auf Rückweisung den Weg zu einer ausgewogenen Revision, die das Dienstpflichtsystem als Ganzes nicht schwächt, sondern stärkt.

Götte Michael (V, SG): Geschätzte Frau Kollegin De Ventura, ist es nicht auch so, dass Zivildienstleistende oft einfach als günstige Arbeitskräfte eingesetzt werden?

De Ventura Linda (S, SH): Schauen Sie, für die Kantone und für die Gemeinden sind Zivildienstleistende ungeheuer wichtig geworden. Ich habe in den letzten Jahren in einer Schule gearbeitet, und ich weiss, dass die Schulen ohne Zivildienstleistende grosse Schwierigkeiten hätten. Ja, man könnte diese Personen anders einstellen und normal bezahlen, aber – das muss ich Ihnen ja nicht erklären – Ihre Parteien sind immer wieder dagegen, für solche Leute Arbeitsplätze zu schaffen, damit diese Aufgaben erfüllt werden.

Christ Katja (GL, BS): Wir brauchen mehr Dienstleistende im Militär – so lautet die Diagnose. Aber wenn ein Medikament nicht wirkt, nützt es nichts, einfach die Dosis zu erhöhen. Anstatt Heilung droht Überdosis, und das will niemand. Nein, man wechselt in einem solchen Fall das Medikament. Ich präsentiere Ihnen gerne folgende Dosisanpassungen bzw. die folgende Medikamentenauswahl. Option 1: Wir schwächen den Zivildienst, machen ihn künstlich unattraktiv, beschränken die Wahlfreiheit. Option 2: Wir stärken den Militärdienst, indem wir ihn modernisieren und attraktiver gestalten. Option 3: Wir gehen den einzig konsequenten und zukunftsfähigen Weg und schaffen einen Bürgerdienst für alle.

Die Grünliberale Fraktion lehnt die vorgeschlagene Revision des Zivildienstgesetzes entschieden ab. Die sechs Massnahmen verfolgen ausschliesslich das Ziel, den Zivildienst zu erschweren, in der Hoffnung, so mehr junge Männer für den Militärdienst zu gewinnen. Doch das ist nicht nur politisch mutlos, sondern auch systemisch kontraproduktiv. Denn wer ein Problem mit rückläufigen Rekrutenzahlen hat, sollte nicht das schwächen, was gut funktioniert, sondern das stärken, was an Attraktivität eingebüsst hat. Abschreckung ist keine nachhaltige Strategie. Sie gefährdet die Akzeptanz der Dienstpflicht als eines Ganzen. Die Einschränkungen – Mindestdiensttage, Wartefristen, pauschale Ausschlüsse – werden nicht zu mehr Überzeugung führen, im Gegenteil: Immer mehr junge Männer könnten sich ganz vom Dienstpflichtsystem abwenden.

Besonders stossend ist die ebenfalls zur Debatte stehende Wiedereinführung der Gewissensprüfung, ein Relikt aus der Vergangenheit, das zu Recht abgeschafft wurde, weil es ineffizient, teuer und verfassungsrechtlich fragwürdig ist. Und dann ist da noch das Thema Gleichstellung. Es ist kaum zu fassen: Im Jahr 2025 schlägt der Bundesrat einen freiwilligen Orientierungstag für Frauen vor, während gleichzeitig die Wahlfreiheit für Männer eingeschränkt werden soll. Wer Gleichstellung wirklich ernst nimmt, kann diesen asymmetrischen Weg nicht unterstützen. Die Lösung liegt auf dem Tisch: Die Service-citoyen-Initiative fordert einen Bürgerdienst für alle, unabhängig vom Geschlecht. Jede und jeder soll je nach Fähigkeiten und Interessen einen zeitgemässen Einsatz für die Allgemeinheit leisten – in der Armee, im Zivilschutz, im Zivildienst oder in einem anderen Milizbereich. Damit schlagen wir zwei Fliegen mit einer Klappe: Wir setzen die Gleichstellung konsequent um, nicht nur in Sonntagsreden, und wir verdoppeln die Zahl der potenziellen Dienstleistenden – nicht mit Zwang, sondern mit Perspektive und Wahlfreiheit.

Zivildienstleistende sind heute eine tragende Säule unseres Gemeinwesens – in Spitälern, in Altersheimen, an Schulen, bei Umweltprojekten. Gerade angesichts des demografischen Wandels und des zunehmenden Fachkräftemangels im sozialen Bereich ist ihr Einsatz unverzichtbar. Mit einer Revision, die diesen Einsatz erschwert, handelt man

AB 2025 N 1166 / BO 2025 N 1166

fahrlässig und riskiert am Ende einen Verlust an Dienstleistenden in allen Bereichen, nicht nur im Militär.

Die GLP-Fraktion empfiehlt Ihnen deshalb dringend, nicht auf die Vorlage einzutreten oder sie zumindest an den Bundesrat zurückzuweisen. Wir brauchen eine echte Reform, einen Bürgerdienst für alle, gerecht, sinnvoll, zukunftsfähig – nicht weniger Wahlfreiheit, sondern mehr Verantwortung für alle.

Candinas Martin (M-E, GR): Die Mitte-Fraktion unterstützt ohne Abstriche die vom Bundesrat vorgelegte Revision des Zivildienstgesetzes, und zwar aus Überzeugung. Diese Vorlage ist ein notwendiger Schritt für die nachhaltige Alimentierung der Armee und des Zivilschutzes. Es geht hier um eine realitätsnahe, ausgewogene



und sachlich fundierte Weiterentwicklung unseres Dienstpflichtsystems.

Die Entstehungsgeschichte des Zivildienstgesetzes ist in der Botschaft des Bundesrates ausführlich dargelegt, und sie zeigt eines ganz klar: Der Zivildienst war nie als Wahlmöglichkeit für jedermann gedacht. Vielmehr ist er eine verfassungsbasierte Ausnahmeregelung für Personen, die aus ernsthaften und begründeten Gewissensgründen keinen Militärdienst leisten können. Persönliche Neigungen oder Bequemlichkeit dürfen für die Art der Dienstpflicht nicht entscheidend sein, sondern allein ein echter Gewissenskonflikt.

Die nun vorliegenden sechs Massnahmen richten sich nicht gegen den Grundsatz der Gewissensfreiheit, ganz im Gegenteil: Wer aus Überzeugung keinen Militärdienst leisten kann, soll weiterhin die Möglichkeit haben, Zivildienst zu leisten. Was wir jedoch bekämpfen müssen, ist der zunehmende Missbrauch des Systems, und dieser ist in den Zahlen deutlich erkennbar. Allein im Jahr 2023 haben mehr als 30 Prozent der neu zum Zivildienst Zugelassenen ihr Gesuch erst nach bestandener Rekrutenschule gestellt, also nachdem sie bereits mehrere Wochen Militärdienst geleistet hatten. Viele davon hatten bereits aufwendige Ausbildungen absolviert, einige waren sogar im Kader. Solche Wechsel belasten unsere Armee, schwächen den Bestand und führen zu immensen Kosten, ohne dass der Gesellschaft ein entsprechender Nutzen entsteht.

Mit den sechs Massnahmen der Vorlage setzen wir genau dort an. Sie haben absolut nichts mit Schikane oder, wie wir von Frau De Ventura gehört haben, mit der Einschränkung von Rechten zu tun. Die Massnahmen schaffen Fairness und Klarheit. Die Tatbeweislösung, wie sie seit 2009 gilt, bleibt erhalten. Die Gewissensgründe werden nicht geprüft, aber durch konkrete Taten belegt. Wer ernsthaft bereit ist, sich in den Dienst der Gesellschaft zu stellen, kann das tun, aber nicht zu den Bedingungen der eigenen Wahl.

Dabei vergessen wir, so zumindest die Mitte-Fraktion, nicht: Der Zivildienst leistet wertvolle Arbeit, sei es in der Betreuung, in der Landwirtschaft und/oder in Notlagen. Doch, und das müssen wir betonen, der Zivildienst hat keine definierte Leistungspflicht. Kantone und Gemeinden haben keinen Rechtsanspruch auf den Einsatz von Zivildienstleistenden. Der Bestand des Zivildienstes ergibt sich einzig aus der Zahl jener Personen, die die gesetzlichen Voraussetzungen erfüllen.

Die Armee braucht nämlich eine verlässliche Alimentierung, sowohl in der Breite als auch in der Tiefe. Wir brauchen Soldaten, aber auch Fachspezialisten, Mediziner, Kader. Heute gehen uns Jahr für Jahr Hunderte gut ausgebildeter Leute durch den Übertritt in den Zivildienst verloren. Das ist weder effizient noch verantwortbar. Die Armee hat grosse Anstrengungen unternommen, um den Dienst attraktiver zu machen. Doch diese Anstrengungen reichen nicht aus, wenn der Zivildienst zur bequemen Alternative wird.

Diese Vorlage wird nicht die letzte Reform unseres Dienstpflichtsystems sein. Die Sicherheitsdienstpflicht steht an. Doch dieser Systemwechsel braucht Zeit. Die hier vorgeschlagene Revision ist hingegen sofort wirksam. Sie soll im Idealfall bereits auf den 1. Januar 2026 in Kraft treten. Damit schaffen wir eine spürbare Entlastung für Armee und Zivilschutz, ohne die Rechte der Dienstpflichtigen zu beschneiden.

Im Namen der Mitte-Fraktion bitte ich Sie, auf diese ausgewogene Vorlage einzutreten und sie zu unterstützen und die Anträge auf Nichteintreten sowie auf Rückweisung entschieden abzulehnen. Die Schweiz braucht eine verlässliche Armee, einen funktionierenden Zivilschutz und einen Zivildienst, der wieder seiner ursprünglichen Rolle entspricht.

Seiler Graf Priska (S, ZH): Ich spreche für die SP-Fraktion, aber auch als Copräsidentin des Schweizerischen Zivildienstverbandes (Civiva). Vor genau fünf Jahren durfte ich bereits das Fraktionsvotum zum damaligen Zivildienstgesetz halten, damals Corona-bedingt in der Bernexpo. Ich habe also so etwas Ähnliches wie ein Déjà-vu.

Was hat sich ausser Corona seit damals, seit dem Juni 2020, als diese Gesetzesänderung vom Nationalrat abgelehnt wurde, geändert? Richtig, der Ukraine-Krieg. Der brutale Angriff von Putin auf die Ukraine war zweifelsohne eine Zäsur, eine Zeitenwende, auch für mich. Mit Recht beschäftigen wir uns wieder bewusster mit unserer militärischen Sicherheit. Aber der Zweck heiligt eben nicht alle Mittel. Es gibt leider zahlreiche bürgerliche Kolleginnen und Kollegen, die im Zivildienst eine Bedrohung der Armee sehen, und dies schon seit seiner Einführung. Das betrübt mich, und das hat mit der Realität herzlich wenig zu tun. Es braucht beides: eine starke Armee, aber eben auch einen funktionierenden Zivildienst.

Ich glaube auch nicht, dass diese nun wieder aufgewärmten Massnahmen mit Strafcharakter, es sind insgesamt noch deren sechs, der Armee tatsächlich helfen werden. Sie sind offensichtlich in erster Linie dafür da, den Zivildienst unattraktiv zu machen. Das macht die Armee aber nicht automatisch attraktiver. Die SP-Fraktion unterstützt sämtliche Bemühungen der Armee, attraktiver und mit dem zivilen Leben besser vereinbar zu werden. Das ist der richtige Ansatz. Junge Armeeangehörige, die den Entschluss gefasst haben, aus Gewissensgründen in den Zivildienst zu wechseln, werden sich kaum von diesen Schikanemassnahmen abschrecken lassen. Es wird höchstens dazu führen, dass vermehrt wieder der "blaue Weg" gewählt wird, also die medi-



zinische Ausmusterung. Diese jungen Leute fehlen dann in beiden Organisationen, also im Zivildienst, aber eben auch in der Armee. "Na bravo!", kann ich zu dieser Meisterleistung nur sagen. Zudem ist die aktuelle Tatbeweislösung verfassungskonform. Es besteht keine Wahlfreiheit zwischen Militär und Zivildienst.

Ich habe mehrere Interpellationen zum Thema Armeebestände geschrieben. Ich wollte genau wissen, was alles zum Armeebestand gezählt wird, wer also zum Beispiel für den Assistenz- und Aktivdienst aufgeboten werden könnte. Die Antworten waren, nett ausgedrückt, ziemlich verwirrend. Zum Teil waren sie auch einander widersprechend, ganz nach Trumans Motto: "If you can't convince them, confuse them."

Verstehen Sie mich richtig. Ich kann die Armee verstehen, dass es sie ärgert, wenn junge Männer in den Zivildienst wechseln wollen. Ich kann verstehen, dass das ein Ärgernis ist, wenn sie fertig ausgebildet sind. Das will man vermeiden. Das tut man aber besser mit einem möglichst schnellen persönlichen Gespräch. Auch die unabhängige Vertrauensstelle für Armeeangehörige ist fest davon überzeugt, dass mit der Hilfe der Vertrauensstelle Abgänge in den Zivildienst verhindert werden könnten. Vermutlich ist das wohl der geschicktere Weg als der über eine mühselige Gesetzesrevision.

So oder so, die Zulassungen in den Zivildienst gefährden die Armeebestände nicht, das stimmt einfach nicht. Die Zulassungen in den Zivildienst sind seit Jahren stabil bei etwa 6600. Mal sind es ein bisschen mehr, mal ein bisschen weniger. Die Armee hingegen hat beim Effektivbestand seit Jahren einen gesetzlich unerlaubten Überbestand. Zurzeit sind es 147 000 Armeeangehörige, es dürften höchstens 140 000 sein.

Der Zivildienst ist seit seiner Einführung 1996 eine grosse Erfolgsgeschichte. Er ist zu einer wichtigen Institution geworden, die weit über die Leistung eines Ersatzdienstes hinausweist. Der Zivildienst vermittelt wichtige Lebenserfahrungen, erfüllt wertvolle soziale, ökologische und kulturelle Aufgaben und stärkt den Zusammenhalt in der Gesellschaft. Aus all den vielfältigen Einsatzbetrieben sind die

AB 2025 N 1167 / BO 2025 N 1167

Zivildienstleistenden schlicht nicht mehr wegzudenken. Im Gegenteil: Spitäler, Pflegeheime, Bergbauern und Schulen sind auf die Dienste der Zivis angewiesen. Wenn nun die Anzahl Zulassungen um 40 Prozent gesenkt würde – das ist das Ziel des Bundesrates –, gäbe es entsprechend weniger Dienstleistende für die Erfüllung dieser wichtigen Aufgaben der Gemeinschaft, für die heute schon zu wenig Personalressourcen vorhanden sind. Das wäre fatal.

Ich bitte Sie im Namen der SP-Fraktion darum, auf die Vorlage nicht einzutreten und den Minderheitsantrag Andrey zu unterstützen. Falls der Rat auf die Vorlage eintritt, und davon gehe ich jetzt mal aus, bitte ich Sie, dem Rückweisungsantrag De Ventura zu folgen.

Gartmann Walter (V, SG): Geschätzte Frau Priska Seiler, ich habe eine Frage an Sie: Sie sind Präsidentin der SiK, haben jetzt aber gegen die Armee gesprochen. Wie können Sie das verantworten?

Seiler Graf Priska (S, ZH): Lieber Kollege Gartmann, ich habe ganz am Anfang deklariert, dass ich für die SP-Fraktion und für Civiva spreche. Ich habe in keiner Art und Weise gegen die Armee gesprochen. Ich habe sogar gesagt, dass wir eine starke Armee brauchen. Und dahinter stehe ich.

Chollet Clarence (G, NE): Nous débattons aujourd'hui d'un projet qui, sous couvert de rééquilibrage, cherche en réalité à affaiblir gravement le service civil. Pour le groupe des Verts, il ne s'agit ni plus ni moins d'une remise en cause fondamentale de cette alternative au service militaire qui constitue un pilier de notre société solidaire. Le service civil, ce sont des milliers de jeunes gens qui s'engagent chaque année au service du bien commun dans des domaines vitaux – hôpitaux, EMS, écoles, etc. Ils soutiennent des structures parfois fragiles, souvent sous-dotées, dans un pays où les défis sociaux et environnementaux s'accroissent. Grâce à eux, des projets aboutissent, des personnes reçoivent de l'aide et des professionnels sont soutenus.

Or, que propose cette modification de loi ? De restreindre massivement l'accès au service civil, de rendre plus difficile le passage depuis l'armée et de réduire globalement les admissions. Pourquoi cela ? Pour renforcer l'armée, dit-on. Or, cette justification ne tient pas. Le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports ne cesse de brandir la menace de l'effondrement des effectifs de l'armée. Pourtant, en 2024, l'effectif réel de l'armée était de près de 147 000 soldats, ce qui est bien supérieur à la limite de 140 000 prévue par la loi ; limite déjà très haute pour assurer l'effectif réglementaire de 100 000 soldats. Au lieu de se mobiliser pour respecter cette limite, le Conseil fédéral fait tout le contraire. Il propose, au mois de mars de cette année, d'augmenter cette limite, sans aucune justification convaincante, tout en soutenant un affaiblissement du service civil. Cette volonté de réduire artificiellement les entrées dans le service civil repose sur une logique de concurrence absurde et infondée entre deux formes d'engagement public. En réalité, cette réforme poursuit un objectif idéologique : réduire l'attrait du service civil, pour dissuader les jeunes de s'y



engager. On veut compliquer l'accès, supprimer la souplesse et encadrer toujours plus strictement au lieu de reconnaître que cette voie attire des profils qui ont leur place ailleurs que dans l'armée.

Une mesure de cette modification de loi est particulièrement excessive. En effet, la modification de l'article 8, qui vise à exclure l'accès au service civil aux personnes qui ont effectué leur école de recrues, est une atteinte flagrante à la liberté de conscience. À 18 ou 19 ans, on pense parfois vouloir faire l'armée, puis, l'expérience vécue, parfois violente, parfois douloureuse, parfois simplement éloignée de celle espérée, change tout. La vie évolue ; les convictions aussi. Vouloir figer un engagement à un moment aussi précoce de la vie, c'est nier cette réalité humaine et intérieure. Rappelons également que les hommes peuvent aussi souhaiter s'engager dans l'éducation de leurs enfants. Demanderions-nous aux mères de partir chaque année trois semaines loin de la maison en laissant des enfants en bas âge derrière elles ? Le service civil facilite cette conciliation voulue par les pères.

Ne l'oublions pas, le service civil est plébiscité par les citoyennes et citoyens suisses, les institutions qui en bénéficient et les civilistes eux-mêmes. Ce n'est pas un système dysfonctionnel, c'est un modèle apprécié, efficace et profondément utile. Alors, pourquoi, année après année, vouloir le rogner ? À quel moment a-t-on décidé qu'un civiliste dans un hôpital ou une école valait moins qu'un soldat en uniforme ? Ce projet de loi est dangereux, non seulement pour les personnes concernées, mais aussi pour la collectivité tout entière. Si nous supprimons ou affaiblissons le service civil, ce ne sera pas l'armée qui comblera les besoins laissés vacants dans les écoles ou les soins. Ce seront les cantons, les communes et les institutions sociales. Autrement dit, il s'agit d'un désengagement de la Confédération.

Si cette modification est adoptée, il est certain qu'un référendum sera lancé et les Verts le soutiendront et feront campagne avec conviction, car le service civil mérite d'être renforcé, modernisé, soutenu et ne mérite pas d'être réduit à peau de chagrin pour des raisons purement idéologiques.

Le groupe des Verts s'oppose fermement à l'entrée en matière sur ce projet de loi ou, à défaut, soutient le renvoi au Conseil fédéral et vous invite à faire de même. Ne détruisons pas ce qui fonctionne. Ne tournons pas le dos à une forme d'engagement dont la Suisse a aujourd'hui plus besoin que jamais.

Theiler Heinz (RL, SZ): Seit über sechs Jahren versuchen Bundesrat und Parlament eine Lösung für zwei Probleme zu finden. Zum Ersten braucht es eine Lösung, um die Verfassungsbestimmung durchzusetzen, wonach keine freie Wahl zwischen Militärdienst und zivilem Ersatzdienst besteht. Zum Zweiten braucht es eine Lösung dafür, dass die Anzahl der Dienstpflichtigen, die in den Zivildienst abwandern, sinkt. Denn die Armee wird Ende dieses Jahrzehnts den erforderlichen Effektivbestand nicht mehr erreichen, nicht zuletzt wegen der zu hohen Abgänge in den Zivildienst.

Aus diesem Grund hat der Bundesrat am 19. Februar die Botschaft zur Änderung des Zivildienstgesetzes verabschiedet. Mit sechs Massnahmen will er diese beiden Probleme lösen. Insbesondere erachtet der Bundesrat die hohe Zahl der Zulassungen und die Anzahl von Armeeangehörigen mit abgeschlossener Rekrutenschule, Spezialisten und Armeekadern unter den Gesuchstellern als problematisch. Wenn diese Probleme nicht schnell gelöst werden, läuft die Armee Gefahr, sich nicht rechtzeitig neu für die sicherheitspolitischen Herausforderungen aufstellen zu können. 6800 diensttaugliche Personen verliert die Armee jährlich an den Zivildienst. Ein Teil davon hat die Rekrutenschule absolviert. Die Abwanderung in den Zivildienst ist aus Sicht der FDP-Liberalen Fraktion inzwischen viel zu einfach geregelt und trägt die Handschrift einer Zeit, in der wir noch die Friedensdividende abschöpften. Wie wir alle lernen mussten, hat sich inzwischen die Sicherheitslage in Europa dramatisch verändert, was auch Auswirkungen auf den Bestand der Armee bzw. dessen Alimentierung hat. Um die Verteidigungsfähigkeit der Armee zu stärken, braucht es mehr Armeeangehörige. Gesunde, wehrfähige Frauen und Männer werden dringend gebraucht, damit die Armee ihren verfassungsmässigen Auftrag, nämlich Land und Bevölkerung zu schützen, erfüllen kann.

Die vom Bundesrat vorgeschlagene Gesetzesänderung soll Zulassungsgesuchen entgegenwirken, die wesentlich durch andere Gründe als Gewissenskonflikte motiviert sind. Insbesondere sollen die Anforderungen für Personen, die einen erheblichen Teil ihres Militärdienstes geleistet haben, verschärft werden. 6800 Männer ziehen pro Jahr den Zivildienst der Armee vor, zusätzliche 3000 sind aus medizinischen Gründen nicht diensttauglich, und 1000 fallen aus anderen Gründen, zum Beispiel wegen eines Studiums oder einer Arbeitsstelle im Ausland, weg. Das ergibt pro Jahr zusammengezählt fast 11 000 Personen, die keinen Militärdienst leisten. Um diese Probleme zu lösen, hat der Bundesrat sechs Massnahmen beschlossen, wie Sie es von den Kommissionssprechern gehört haben; ich verzichte deshalb darauf, diese zu

AB 2025 N 1168 / BO 2025 N 1168

wiederholen. Aus Sicht der FDP-Liberalen Fraktion zielt dieser Entwurf des Bundesrates genau in die richtige





Richtung.

Aus diesem Grund empfiehlt unsere Fraktion, den Entwurf des Bundesrates zu unterstützen.

Heimgartner Stefanie (V, AG): Die sicherheitspolitische Lage in Europa hat sich in den letzten Jahren dramatisch verschärft. In einer Zeit, in der in der Schweiz über Aufrüstung, Mobilmachungsfähigkeit und den Durchhaltewillen gesprochen wird, sind die Zahlen aus dem Bereich des Zivildienstes schlicht skandalös. Im vergangenen Jahr, wir haben es bereits gehört, sind 6799 Personen aus der Armee in den Zivildienst übergetreten. Das entspricht der personellen Stärke einer Kampfbrigade. Unser Land kann sich einen derart massiven Verlust an Milizsoldaten schlicht nicht mehr leisten. Die Zahlen sprechen eine klare Sprache.

Die faktische Wahlfreiheit zwischen einem Dienst in der Armee und dem Zivildienst hat sich etabliert, obwohl sie weder der Bundesverfassung entspricht noch sicherheitspolitisch tragbar ist. Genau hier liegt das Grundproblem. Die SVP-Fraktion fordert deshalb: Schluss mit der Wahlfreiheit, Schluss mit der Umgehung der Wehrpflicht durch ein bequemes Ausweichmodell namens Zivildienst!

Die Bundesverfassung sagt klar: Der Zivildienst ist eine besondere Ersatzleistung, keine gleichwertige Option, kein gesellschaftspolitisches Wunschmodell und schon gar kein akademisches Zwischenjahr. Der Zivildienst ist für den Fall eines unüberbrückbaren Gewissenskonflikts vorgesehen und für nichts anderes. Doch seit 2009, seit der Abschaffung der Gewissensprüfung und der Einführung des sogenannten Tatbeweises, gehen die Zahlen durch die Decke. Damals waren es noch 1600 Zulassungen. Heute sind es rund 7000 pro Jahr. Das ist verfassungswidrig, verantwortungslos und gefährlich für den Zusammenhalt und die Verteidigungsfähigkeit unserer Milizgesellschaft. Es ist inakzeptabel, dass der Zivildienst zunehmend zur attraktiven Alternative für jene geworden ist, die dem Militärdienst lieber ausweichen möchten, statt ihn aus Überzeugung zu leisten.

Das System ist aus dem Gleichgewicht geraten, und es liegt in unserer Verantwortung, dieses Gleichgewicht wiederherzustellen. Der Bundesrat hat daher den Auftrag erhalten, Massnahmen zu erlassen, um genau diesem Missstand entgegenzuwirken. Es geht nicht darum, den Zivildienst abzuschaffen, aber sehr wohl darum, seine ursprüngliche Rolle als Ausnahme für Personen mit echten Gewissenskonflikten wiederherzustellen. Konkret fordern wir, dass eine Zulassung zum Zivildienst nur noch unter klaren Bedingungen möglich ist:

1. In jedem Fall soll die Mindestanzahl von 150 Diensttagen geleistet werden, auch wenn mit dem Faktor 1,5 diese Anzahl rechnerisch unterschritten würde.
2. Der Faktor 1,5 soll neu auch für Unteroffiziere und Offiziere gelten. Wer mehr Verantwortung trägt, soll nicht von der Umteilung profitieren, sondern entsprechend der Regelung gleich behandelt werden.
3. Wir fordern, dass Zivildiensteinsätze, die ein Medizinstudium – unabhängig davon, ob es sich um Human-, Zahn- oder Veterinärmedizin handelt – erfordern, grundsätzlich ausgeschlossen werden. Es kann nicht sein, dass gerade Medizinerinnen und Mediziner sich durch den Wechsel in den Zivildienst auf komfortable Weise dem Armeedienst entziehen, dabei ohne militärische Verpflichtungen aber weiterhin in einem hochqualifizierten und für die Gesellschaft systemrelevanten Berufsfeld tätig bleiben.
4. Armeeangehörige, die keine Restdienstage mehr aufweisen und somit ihre Dienstpflicht vollständig erfüllt haben, dürfen nicht in den Zivildienst wechseln.
5. Ein weiterer wichtiger Punkt ist die jährliche Einsatzpflcht, die ab dem Zeitpunkt der Zulassung gilt. Diese Regelung ist notwendig, um die Einsatzerpflichtung im Zivildienst auf Augenhöhe mit jener der Armee zu bringen.
6. Wir fordern, dass der sogenannte lange Einsatz analog zum ersten Wiederholungskurs in der Armee spätestens im Jahr nach der rechtskräftigen Zulassung abgeschlossen werden muss, wenn das Gesuch während der Rekrutenschule gestellt wurde. Auch hier geht es um Gleichbehandlung. Die Unterschiede zwischen Armee- und Zivildienst dürfen nicht länger zuungunsten der Armee ausfallen.
7. Die Wiedereinführung der Gewissensprüfung muss wieder ernsthaft diskutiert werden. So unangenehm das klingen mag, es ist eine Frage der Ehrlichkeit und der Systemverantwortung. Wer behauptet, aus Gewissensgründen nicht in die Armee zu können, soll das glaubhaft darlegen. Ein Formular oder ein symbolischer Tatbeweis reicht nicht aus. Wenn der Gewissenskonflikt echt ist, dann muss auch eine entsprechende Prüfung möglich sein.

2020 ist eine ähnliche Vorlage nur knapp gescheitert. Heute, fünf Jahre später, ist die sicherheitspolitische Lage eine völlig andere. Der internationale Kontext verlangt von uns als Gesetzgeber, dass wir Verantwortung für die Verteidigungsfähigkeit der Schweiz, für die Funktionsfähigkeit unserer Milizarmee und für die Glaubwürdigkeit unserer Wehrpflicht übernehmen. Die SVP-Fraktion wird deshalb alle Bestrebungen unterstützen, welche die Attraktivität des Zivildienstes als bequemer Alternative reduzieren, den Armeebestand stabilisieren und die Wehrgerechtigkeit wiederherstellen.



Molina Fabian (S, ZH): Frau Kollegin Heimgartner, Sie haben jetzt über den angeblich bequemen Zivildienst gesprochen. Sie haben ja selber Dienst geleistet, dafür möchte ich mich herzlich bedanken. Aber Sie hatten als Frau die Wahlfreiheit. Weshalb möchten Sie Männern ein Privileg, von dem Sie selber profitiert haben, verwehren und die Verfassung brechen? Oder sind Sie für die Einführung einer allgemeinen Dienstpflicht auch für Frauen?

Heimgartner Stefanie (V, AG): Nein, ich bin nicht für eine Einführung der allgemeinen Dienstpflicht auch für Frauen. Aber es steht in der Verfassung, dass Männer Militärdienst leisten müssen.

Gysi Barbara (S, SG): Geschätzte Kollegin Heimgartner, ist es nicht ein grösseres Sicherheitsrisiko für unser Land, wenn Männer, die eigentlich keinen Militärdienst leisten wollen, zum Armeedienst gezwungen werden?

Heimgartner Stefanie (V, AG): Nein, das sehe ich nicht so.

Roth David (S, LU): Frau Nationalrätin Heimgartner, Sie haben den Zivildienst als bequemen Ausweg bezeichnet. Im Gegensatz zu vielen Altersgenossen, die sich haben untauglich schreiben lassen – anders kann man das nicht sagen –, habe ich 383 Dienstage geleistet. Ich habe Sturmschäden beseitigt, ich habe suchtgefährdete Jugendliche betreut, ich habe im Winter ein halbes Jahr lang draussen gearbeitet. Ist das einfach der bequeme Ausweg, als den Sie ihn hier bezeichnen? Haben Sie irgendeinen Respekt vor Leuten, die in diesem Land Zivildienst leisten?

Heimgartner Stefanie (V, AG): Ich habe grossen Respekt vor diesen Leuten und auch vor Ihnen, und ich danke Ihnen für diesen Einsatz. Aber wir müssen auch die momentane sicherheitspolitische Lage anschauen, und wir haben ein grosses Alimentierungsproblem, und das müssen wir lösen.

Hässig Patrick (GL, ZH): Frau Heimgartner, was Sie hier gesagt haben, ist schon starker Tobak, so von wegen Respekt gegenüber den Zivildienstleistenden. Wenn Sie es schon mit der Sicherheit des Landes verknüpfen: Können Sie bestätigen, dass die Gefahr besteht, dass dann wieder mehr Männer eben weder in die Armee noch in den Zivilschutz wechseln und dann wieder den Weg des blauen Briefes wählen und gar keinen Dienst für unser Land leisten? Das ist viel schlechter, als dass man diese Möglichkeit hat, zwischen Armee, Zivilschutz und Zivildienst zu wählen.

Heimgartner Stefanie (V, AG): Nein, das kann ich so nicht bestätigen. Wir haben seriöse Rekrutierungszentren, und da sollte man auch nicht mit einem blauen Brief davonkommen.

AB 2025 N 1169 / BO 2025 N 1169

De Ventura Linda (S, SH): Frau Heimgartner, können Sie bestätigen, dass wir bei der Armee einen Überbestand haben und die Zahlen im Zivildienst seit 2016 stabil sind?

Heimgartner Stefanie (V, AG): Nein, wir haben keinen Überbestand. Schauen Sie, ich habe es vorhin schon angetönt, wir haben eine sicherheitspolitische Lage, die extrem schwierig ist, die immer schwieriger wird, und wir brauchen mehr Leute in unserer Armee. Wir haben einen Unterbestand.

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Avec cette motion 22.3055, les Chambres fédérales ont repris sans modification six mesures du projet de modification de la loi sur le service civil (LSC) de 2019. Le Conseil fédéral partage l'avis du Parlement selon lequel il est nécessaire d'agir dans le domaine du service civil et judicieux de reprendre les mesures de l'ancien projet qui avait à l'époque été approuvé par le Conseil des États jusqu'au vote final, et également par le Conseil national. Dans ce débat d'entrée en matière, je renoncerais à discuter individuellement des six mesures et me limiterai à deux éléments centraux de l'objectif des modifications proposées.

J'aimerais rappeler tout d'abord qu'il n'existe pas de liberté de choix entre le service militaire et le service civil de remplacement, et que cette disposition de la Constitution doit être respectée. Plusieurs d'entre vous l'ont d'ailleurs rappelé. Avec quelque 58 000 personnes astreintes au service civil, ce dernier est devenu, contrairement à sa conception initiale, un phénomène de masse aux conséquences problématiques. En outre, environ un tiers des admissions au service civil de remplacement concernent des personnes qui ont déjà accompli une partie importante de leur service militaire obligatoire dans l'armée. La solution de la preuve par l'acte est ainsi fortement relativisée. De plus, d'autres conséquences problématiques apparaissent si environ 2200 militaires formés continuent de quitter prématurément le service militaire chaque année.



Les six mesures proposées visent donc à réduire le nombre d'admissions de personnes après l'école de recrutement de cadres et de spécialistes. Après avoir pris connaissance et évalué les avis très controversés exprimés lors de la procédure de consultation, le Conseil fédéral n'a pas jugé nécessaire de modifier le projet. Il maintient donc les six mesures déjà demandées dans cette motion 22.3055. Le Conseil fédéral est conscient que ces six mesures ne suffiront pas à elles seules à réduire le nombre d'admissions au service civil de remplacement et donc à garantir durablement l'effectif de l'armée. La présente modification législative s'inscrit dans une série de projets d'adaptation déjà adoptés ou en cours, visant à garantir à long terme les effectifs de l'armée et de la protection civile. Je renvoie à la modification déjà adoptée de la loi sur la protection de la population et sur la protection civile (LPPCi) et à la modification prochaine de la loi sur l'armée (LAAM). En outre, le Conseil fédéral a donné mandat de présenter d'ici à la fin 2027 des propositions sur la suite à donner au développement à long terme du système de l'obligation de servir. Il convient en effet et notamment de pouvoir évaluer si et, le cas échéant, dans quelle mesure des modifications supplémentaires seront nécessaires à la fin de l'année 2027, en tenant compte notamment des effets de la présente modification de la loi sur le service civil.

Pour toutes ces raisons, je vous invite donc à entrer en matière et à suivre tel quel le projet, comme le Conseil fédéral vous l'a présenté.

Chappuis Isabelle (M-E, VD), pour la commission: Le service civil est une richesse pour notre pays. Il permet à celles et ceux qui ne peuvent pas servir au sein de l'armée pour des raisons de conscience sincères de s'engager autrement, avec force et avec utilité. La nouvelle loi ne punit pas les objecteurs de conscience sincères. Comme je l'ai dit précédemment, elle corrige un déséquilibre croissant. Trop souvent, pas toujours, mais trop souvent, le service civil est devenu une échappatoire de convenance et non plus une exception éthique. Ce glissement met en danger le modèle de sécurité basé sur la solidarité et la responsabilité.

Les opposants disent que l'armée doit être attractive, mais, accepter cette réforme, c'est affirmer que la liberté exige l'engagement, que la paix se défend dans l'effort commun. Il s'agit bien d'un effort, pas d'une activité attractive. La protection de la collectivité ne peut pas reposer sur quelques-uns pendant que d'autres cherchent à s'en exonérer. Parmi les tâches régaliennes de l'État, on trouve la sécurité, la protection, la défense et la protection civile ; ce sont ses missions. Subventionner des entreprises souvent privées et distordre le marché, ce n'est pas sa mission. En ces temps d'instabilité, de crise, voire de guerre sur notre continent, chaque pilier de notre sécurité doit rester solide. Le service civil en fait partie, mais, pour qu'il reste crédible, il doit être respecté et ne pas devenir une faille exploitée.

Je vous invite à suivre la majorité de la commission et à accepter l'entrée en matière.

De Ventura Linda (S, SH): Kollegin Chappuis, ich habe an Sie die gleiche Frage wie vorhin an Frau Heimgartner. Können Sie bestätigen, dass die Armee aktuell einen gesetzeswidrigen Überbestand hat und dass die Zahlen beim Zivildienst seit 2016 stabil sind?

Chappuis Isabelle (M-E, VD), pour la commission: Ce qu'on peut confirmer, c'est que la situation sécuritaire s'est dégradée et qu'il va être très difficile de dire de combien de personnes nous aurons besoin dans le futur. Dans tous les cas, mieux vaut plus que pas assez.

Hurter Thomas (V, SH), für die Kommission: Ich möchte ganz kurz etwas bezüglich der Bestände klären. Im Bericht des Bundesrates aus dem Jahre 2022 werden drei Punkte ganz klar aufgeführt: Erstens wird es Veränderungen in den Beständen geben, wenn die bisherigen Massnahmen nicht greifen. Zweitens werden in den Jahren 2028 und 2029 je zwei Jahrgänge aus dem Dienst entlassen. Der dritte Punkt betrifft die Umsetzung der WEA. Bei der Konzipierung der WEA wurde mit etwa 2100 Zivildienstleuten gerechnet. Aktuell sind es weit mehr. Wie Sie sehen, zeigen diese Grundlagen ganz klar auf, dass wir in Zukunft zu wenig Leute haben werden. Das sagt sogar der Bundesrat selbst. Der Effektivbestand der Armee wird per 2030 auf rund 117 000 Armeeangehörige sinken. Sie sehen, es wird in Zukunft einen Unterbestand geben.

Dann gibt es die folgende Situation zu beachten: Angesichts dessen, was in der Welt passiert, sind wir gut beraten, wenn wir die Bestände vernünftig halten.

Es gibt noch einen weiteren Punkt: Denken Sie daran, dass wir hier im Parlament die Flexibilisierung der Armee besprechen werden. Das wird dazu führen, dass wir nochmals über diese Bestände diskutieren werden. Aktuell haben wir einen knappen Überbestand, aber in den nächsten Jahren wird es einen massiven Unterbestand geben.

Dann noch ein Punkt zum Frontalangriff auf den Zivildienst: Der Zivildienst wird gestärkt, er wurde für Leute mit Gewissenskonflikten geschaffen und nicht, weil wir eine Wahlfreiheit haben. Wenn Sie das wollen, können Sie



ja eine Verfassungsänderung machen. Es geht um die klare Umsetzung der Verfassung und um eine Stärkung des Zivildienstes.

Ein letzter Punkt an diejenigen, die davon sprechen, dass die Armee attraktiver sein soll: In einem Votum wurde sogar erwähnt, dass die Leute in den Zivildienst gingen, weil die Armee nicht so attraktiv sei. Das ist genau der Punkt, warum man sagt: "Ich habe keine Lust, dort zu sein, weil es gar nicht so spannend ist." Und genau das wollen wir nicht. Wir wollen eine Gleichbehandlung erreichen. Es geht hier nicht um eine Schwächung, sondern es geht um eine Stärkung des Zivildienstes.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Minderheit Andrey ab.

AB 2025 N 1170 / BO 2025 N 1170

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/30864)

Für Eintreten ... 118 Stimmen

Dagegen ... 72 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir stimmen nun über den Rückweisungsantrag der Minderheit De Ventura ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/30865)

Für den Antrag der Minderheit ... 73 Stimmen

Dagegen ... 119 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Bundesgesetz über den zivilen Ersatzdienst

Loi fédérale sur le service civil

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Anträge der verschiedenen Minderheiten behandeln wir in einer einzigen Debatte.

Wir dürfen gratulieren: Unsere Kollegin Barbara Steinemann und unser Kollege Islam Alijaj feiern heute Geburtstag. Alles Gute! (*Beifall*)

Molina Fabian (S, ZH): Ich spreche zu meinen Minderheiten bei den Massnahmen 1 und 2 sowie bei Massnahme 4.

Ich beantrage Ihnen, die Massnahmen 1 und 2 aus der Vorlage zu streichen, da sie menschenrechtswidrig und unverhältnismässig sind. Sie benachteiligen Zivildienstleistende, was sogar der Bundesrat in der Botschaft einräumt. Bei Grundrechten handelt es sich um Individualrechte, die also für jeden einzelnen Bürger und jede einzelne Bürgerin gelten und die uns vor staatlichen Massnahmen und staatlicher Willkür schützen wollen. Mit der Einführung eines neuen Faktors gemäss den Massnahmen 1 und 2 würde das Rechtsgleichheitsgebot verletzt, und gemäss der Rechtsprechung des UNO-Menschenrechtsausschusses würden die individuellen Grundrechte der Schutzdienstpflichtigen verletzt. Denn der einzelne Bürger muss im Vergleich zu den noch



nicht geleisteten Militärdiensttagen im Extremfall bis zu 150-mal mehr Zivildiensttage leisten – das ist die relevante Zahl, nicht das, was der Bundesrat nachher in Hinblick auf den Faktor erzählen wird.

Ausserdem würden diese Massnahmen kaum zu einem Anstieg der Militärdiensttage führen. Vielmehr besteht das Risiko, dass sowohl das Militär und der Zivilschutz als auch der Zivildienst durch diese Massnahmen geschwächt würden, da insgesamt mehr Personen den "blauen Weg" wählen würden. Massnahme 2, die den Faktor 1,5 auch für Unteroffiziere und Offiziere einführen will, löst zudem ein nicht vorhandenes Problem. Die Botschaft selbst macht keinen Mangel an Armeekadern geltend. Zudem sind im Vergleich zu 2019 im Jahr 2022 weniger Offiziere, höhere Unteroffiziere und Unteroffiziere zum Zivildienst zugelassen worden. Die Armeeauszählung 2022 weist bei den Unteroffizieren und höheren Unteroffizieren starke Überbestände aus, bei den Offizieren eine gute Alimentierung. Die Massnahme ist also nicht nur menschenrechtswidrig, sie ist auch unnötig.

Ich komme zu Massnahme 4, das sind die Artikel 1, 16, 18 Absätze 1 und 2 und Artikel 83f. Massnahme 4 steht im Widerspruch zur verfassungsmässigen Glaubens- und Gewissensfreiheit, zur Wahrung des Gewissenskonflikts. Neu wäre es in gewissen Fällen, konkret im Ereignisfall, nicht mehr möglich, rechtzeitig ein Gesuch auf zivilen Ersatzdienst zu stellen. Damit würden Leute gegen ihr Gewissen gezwungen, Militärdienst zu leisten. Dazu widerspricht sich der Bundesrat in der Botschaft selbst. Er schreibt nämlich, und ich zitiere, dass "mit Blick auf den klaren Wortlaut von Artikel 59 Absatz 1 BV sowie die Glaubens- und Gewissensfreiheit" sicherzustellen sei, dass der Zugang für fristgerechte Gesuche unter allen Umständen gewährt sei. Gleichzeitig schafft er jedoch Hürden, die es den Stellungspflichtigen erschweren, diese Gesuche auch stellen zu können. Das ist verfassungswidrig, weshalb die Massnahme ersatzlos zu streichen ist.

Ich danke Ihnen, dass Sie meinen Minderheiten folgen.

Le président (Page Pierre-André, premier vice-président): M. Flach présentera la proposition de sa minorité et s'exprimera également au nom du groupe vert/libéral.

Flach Beat (GL, AG): Mit der Massnahme 3 möchte der Bundesrat, dass Personen, die ein Human-, Zahn- oder Veterinärmedizinstudium begonnen oder abgeschlossen haben, nicht mehr in entsprechenden Berufen als Zivildienstleistende arbeiten können, um ihren Zivildienst zu leisten.

Hier und bei all diesen Massnahmen stellt sich ja die Frage: Wie sinnvoll sind sie? Diese Massnahme 3 ist ganz besonders sinnlos, denn es geht um eine derartig geringe Zahl von Personen, die überhaupt davon betroffen sind, respektive von Stellen, die davon betroffen sind, dass man sich fragen muss, ob die Änderung die Tinte wert ist, die wir verbrauchen, um diese Gesetzesänderung tatsächlich zu vollziehen.

Die Armee braucht etwa rund 25 000 Mann, und hier sprechen wir von etwa zwei Personen, die tatsächlich davon betroffen wären. Selbst wenn man davon ausgeht, dass die Armee selbstverständlich auch entsprechende medizinische Fachleute braucht, dann ist auch die Frage zu stellen, weshalb beispielsweise Ärzte in der Armee ihre Tätigkeit als Arzt ausüben können, im Zivildienst aber nicht. Das ist dann auch eine Diskriminierung, und das widerspricht eigentlich auch der Tatbeweislösung, wie sie das Volk beschlossen hat. Entsprechend sinnlos ist es, hier eine derartige Änderung zu vollziehen. Im Sinne der Alimentierung der Armee ergibt es schlicht und ergreifend überhaupt keinen Sinn. Es ist Beweis dafür, dass man händeringend nach Dingen gesucht hat, die man hier aufnehmen könnte, um die Alimentierung der Armee auf irgendeine Art und Weise zu unterstützen. Das letzte Mittel war zu sagen: Ja, da haben wir noch zwei, drei Personen pro Jahr, die entsprechend vielleicht betroffen wären, denen könnte man jetzt noch Steine in den Weg legen.

Hinzu kommt, dass es auch noch fraglich ist, was "ein begonnenes Studium" heisst. Man kann ein Studienfach auch einmal wechseln, und gerade in den Lebensjahren, in denen die jungen Männer Zivildienst leisten, kommen durchaus auch Änderungen der Lebensperspektiven vor. Wir sorgen entsprechend zusätzlich noch einmal für Bürokratie, die tatsächlich einfach komplett nutzlos ist, weder der Armee noch den Zivildienstleistenden hilft und ihnen auch nicht auf irgendeine Weise entgegenkommt.

Bei der Massnahme 6 auf Seite 11 Ihrer Fahne geht es darum, dass eigentlich etwas, was heute schon mehr oder weniger gemacht wird, noch einmal verschärft werden soll. Es geht nämlich um die Frage, wann man den langen Dienst beginnen muss, nachdem man zum Zivildienst zugelassen wurde. Bisher musste der lange Zivildienstseinsatz im Jahr nach der Zulassung begonnen werden. Künftig müsste er gemäss Entwurf des Bundesrates im gleichen Jahr vollständig geleistet werden. Das betrifft insbesondere die Zivis, die gegen Jahresende zugelassen werden. Sie müssten innerhalb von zwölf Monaten einen sechsmonatigen Einsatz leisten, das entsprechend organisieren – beruflich organisieren, familiär organisieren –, und es müssten auch die entsprechenden Stellen offen sein. Sie müssten diesen sechsmonatigen Dienst eben tatsächlich innerhalb dieser Frist leisten.



Dabei leisten bereits heute 96 bis 98 Prozent aller Zivis ihre vollen Dienstage. Ein Problem bei der Erfüllung der Dienstpflicht besteht also gar nicht. Die vorgesehene Massnahme

AB 2025 N 1171 / BO 2025 N 1171

würde Zivildienstleistende im Vergleich zu Armeeangehörigen schlechterstellen. Dass sie in kürzerer Zeit viel mehr Dienst leisten müssen, verstösst nicht nur gegen den verfassungsrechtlichen Grundsatz, dass der Zivildienst nicht absichtlich belastend oder abschreckend ausgestaltet sein soll. Auch praktisch hätte die Regelung gravierende Nachteile. Zivildienstleistende und Einsatzbetriebe planen Einsätze oft langfristig, teils über Jahre im Voraus. Die neue Regelung würde diese Planung verunmöglichen, die Flexibilisierung stark einschränken und die Qualität der Einsätze letztlich auch noch gefährden. Arbeitgeber würden zusätzlich belastet, wenn die Mitarbeitenden kurzfristig für ein halbes Jahr ausfallen.

Zudem: Was wäre tatsächlich die Folge dieser Änderung? Die Folge wäre einfach, dass man das Gesuch sinngemäss dann stellt, wenn es am einfachsten ist, das zu machen. Das heisst, die Gesuche würden wahrscheinlich vor allen Dingen Anfang Jahr gestellt.

Der Vizepräsident hat gesagt, dass ich auch gleich für die Fraktion spreche. Das tue ich sehr gerne. Das Volk hat einmal über diesen Zivildienst abgestimmt. Es hat gesagt: Wir ersetzen die Gewissensprüfung durch den Tatbeweis. Der Tatbeweis besagt, dass man, verglichen mit dem Militärdienst, anderthalbmal so lange Dienst leisten soll. Der Tatbeweis wird dadurch erfüllt, dass die Zivis – wir haben es vorhin beispielsweise von Kollege Roth gehört – durchaus auch schwierige Aufgaben übernehmen. Die Erfüllung dieser Aufgaben ist für die Zivilgesellschaft an den verschiedenen Stellen, an denen sie benötigt wird, wichtig. Und sie wird in Zukunft noch häufiger benötigt. Wir haben mit dem Zivildienst eben auch ein System geschaffen, in dem Leute ausserhalb des bewaffneten Militärdienstes einen Dienst an der Gesellschaft leisten, der genauso viel wert ist und für die Gesellschaft einen wichtigen Mehrwert bringt – für die jungen Männer auf der einen Seite, aber auch für die Einsatzbetriebe auf der anderen Seite. Das ist etwas, wovon wir, glaube ich, wirklich auch mit Stolz sagen können, dass es sich in der Gesellschaft tief verankert hat und funktioniert. Es ist funktional, es funktioniert.

Natürlich haben wir Fragen im Hinblick auf die Zukunft. Ich bin überzeugt davon, dass sich die Bestände der Armee sogar wieder erholen werden; auch die Zahlen sagen, dass sie im Moment ausreichend seien. Wenn ich mit jungen Menschen spreche, dann stelle ich fest – und Sie werden das wahrscheinlich bestätigen können, wenn Sie Schulklassen hier haben –, dass junge Männer vermehrt wieder ins Militär gehen wollen, dass man den Militärdienst auch sucht. Ich bin überzeugt, auch die geopolitische Lage und die Sicherheitslage führen dazu, dass dieses Pflichtbewusstsein nach wie vor besteht und durch die Zeiten, in denen wir im Moment leben, sogar gestärkt wird. Es ergibt aber keinen Sinn, eine Armee aus Unwilligen oder aus Menschen aufbauen oder aufstellen zu wollen, die quasi sagen: Meine Fähigkeiten liegen an einem anderen Ort, ich will das auch nicht, ich bin nicht gemacht dafür, meine Seele und mein Herz lassen nicht zu, dass ich mit der Waffe dastehe – ich kann und ich will das nicht. Dem müssen wir Rechnung tragen, das ist auch sinnvoll.

Noch besser wäre es, unser Dienstpflichtsystem endlich aufzumachen, von den Dogmen wegzukommen und zu sagen: Wir schaffen eine Dienstpflicht für alle, wir nehmen eben auch die Frauen in die Pflicht. Die Grünliberale Fraktion hat schon seit Jahren immer wieder gefordert, dass wir die Frauen in die Pflicht nehmen und entsprechend ein Dienstpflichtsystem – ich nannte das immer das Norweger Modell à la Schweiz – einführen sollten, um auch die Ressourcen der Frauen abzuholen. Darum werden wir auch stark für die Service-citoyen-Initiative kämpfen. Ich glaube, diese Zeitenwende muss vollzogen werden. Der Bundesrat hat das ja insbesondere in zwei sicherheitspolitischen Berichten, die er selbst in Auftrag gegeben hat, bestätigt bekommen: Es braucht eine Dienstpflicht für alle.

De Ventura Linda (S, SH): Gemäss heutiger Regelung schliesst ein Zivildienstleistender, der die RS nicht abgeschlossen und das Gesuch während der RS gestellt hat, den langen Einsatz von sechs Monaten bis zum Ende des dritten Kalenderjahres nach der rechtskräftigen Zulassung zum Zivildienst ab. Die Massnahme 6 will nun aber, dass der lange Einsatz zukünftig spätestens im Kalenderjahr nach der Zulassung abgeschlossen werden muss. Ausserdem soll es verunmöglicht werden, den langen Einsatz in zwei Teilen innerhalb von zwei Jahren zu leisten.

Diese Verschärfung ist absolut unnötig, denn die Vollzugsregeln des Zivildienstes sind bereits heute streng und gewährleisten, dass alle den langen Einsatz fristgerecht leisten. Der Zivildienst stellt zudem höhere Anforderungen an die Bewilligung von Dienstverschiebungsgesuchen. Bei der ordentlichen Entlassung haben deshalb konstant 96 bis 98 Prozent der Zivis alle verfügbaren Zivildienstage geleistet.

Was bedeutet die Massnahme 6 in der Praxis? Ein Zivildienstleistender, der im Dezember zugelassen wird,



müsste innerhalb von zwölf Monaten einen sechsmonatigen Einsatz planen und vollständig absolvieren. Die Zivis organisieren diese Einsätze selbstständig. Die Verkürzung dieser Frist von drei Jahren auf ein Jahr wäre nicht nur für die Zivildienstleistenden organisatorisch schwierig, diese Änderung wäre auch für die Arbeitgebenden der Zivis herausfordernd. Zuerst sind ihre Mitarbeitenden in der RS, und dann, innerhalb eines Jahres, müssen sie auch noch sechs Monate in den Zivildiensteinsatz. Dass die zwei langen Einsätze, die RS und der sechsmonatige Zivildiensteinsatz, zukünftig so kurz aufeinander geleistet werden müssen, ist für Arbeitgebende und Zivis maximal ungünstig. Sie können den Zeitpunkt der langen Einsätze zukünftig nicht mehr zusammen planen und dabei Rücksicht auf die Interessen der Arbeitgebenden nehmen. Der Einsatz muss dann einfach innerhalb eines Jahres geleistet werden, ungeachtet der Situation am Arbeitsplatz – und das, obwohl der Mitarbeiter gerade erst im Betrieb fehlte, weil er in der RS war.

Nicht zuletzt hätte diese Massnahme auch für die Einsatzbetriebe einschneidende Folgen: Heute planen sie, zusammen mit den Zivis, den langen Einsatz meistens weit mehr als ein Jahr im Voraus. Zudem strebt diese Massnahme nicht die Gleichwertigkeit zwischen Militär- und Zivildienst an, sondern die Schlechterstellung der Zivildienstpflichtigen: Ein Rekrut, der aus der RS entlassen wird, muss nicht zwingend in eine nachfolgende RS einrücken, sondern in eine RS in naher Zukunft – bei einem Wechsel in den Zivildienst soll diese Flexibilität zukünftig nicht mehr möglich sein. Damit beabsichtigt die Mehrheit der Sicherheitspolitischen Kommission, was gemäss Bundesamt für Justiz nicht zulässig ist: den zivilen Ersatzdienst absichtlich beschwerlich oder unangenehm auszugestalten, sodass dieser übermässig abschreckenden oder gar bestrafenden oder rechtsungleichen Charakter erhält. Genau dazu führt die Massnahme 6.

Aus all diesen Gründen bitte ich Sie, meiner Minderheit I zu folgen und diese Massnahme zu streichen oder der Minderheit II (Flach) zu folgen.

Fridez Pierre-Alain (S, JU): Je parle ici de la mesure no 5, "obligation d'accomplir une période d'affectation par année dès l'admission". Il s'agit de l'article 21 alinéa 2, selon lequel: "À partir de l'année qui suit le début de sa première affectation, elle accomplit chaque année des périodes de service de 26 jours au moins, jusqu'à concurrence de la durée totale fixée à l'art. 8. La dernière affectation peut être inférieure à 26 jours." Cette proposition n'apporte rien, c'est juste une chicanerie supplémentaire, avec vraiment la volonté de diminuer l'attractivité du service civil. Il faut rappeler que les civilistes effectuent quasiment l'essentiel de leurs jours de service. C'est une chicanerie et, clairement, une inégalité de traitement avec les militaires traditionnels. On rappellera quand même que les civilistes font déjà un effort important, puisqu'ils effectuent 1,5 fois le nombre de jours de service.

Cette proposition va toucher les jeunes en formation. À cet âge-là, on fait des stages, on fait des études, on a des examens, on a des contraintes professionnelles. Si on veut dégoûter les gens, c'est effectivement le meilleur moyen, et pour quelqu'un qui est vraiment déterminé à faire le service civil, ça ne va pas changer grand-chose. C'est une pénalisation gratuite.

AB 2025 N 1172 / BO 2025 N 1172

Cette mesure no 5, comme toutes les autres mesures, doit être refusée.

Le président (Page Pierre-André, premier vice-président): Le groupe du Centre, le groupe libéral-radical et le groupe UDC renoncent à prendre la parole. Le groupe du Centre et le groupe libéral-radical soutiendront la proposition de la majorité.

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Je vais prendre mesure après mesure.

La mesure 1 vise à réduire de façon substantielle le nombre de militaires qui quittent l'armée pour le service civil après avoir achevé leur instruction. Elle prévoit l'augmentation du nombre de jours de service à accomplir au total, donc au service militaire puis au service civil, à mesure que le passage au service civil intervient tard. L'Office fédéral de la justice a confirmé que la mesure est conforme à la Constitution et au droit international. Cette mesure apporte un ciblage justifié. Elle concerne des militaires invoquant un conflit de conscience après avoir accompli une grande partie du service. La différence de traitement est conforme. Elle respecte les principes d'égalité et de proportionnalité, sans caractère punitif. Selon une étude réalisée en novembre 2024 par le Groupement Défense et l'Office fédéral du service civil (CIVI), outre un conflit de conscience, d'autres raisons importantes poussent les militaires à opter pour le service civil après l'école de recrues. Il est donc justifié de viser cette catégorie de personnes avec la présente mesure. Il convient ici de comparer les chiffres corrects: la durée totale des services militaire et civil ne doit pas excéder 394 jours; les soldats doivent effectuer 245 jours; on obtient donc un facteur de 1,6. C'est le chiffre qui est pertinent. Par ailleurs, en 2007, le professeur de droit public M. Pierre Tschannen a rédigé un avis de droit sur la question de la constitutionnalité d'une preuve



par l'acte comme critère d'admission au service civil. Il a montré que le facteur temps doit tenir compte de l'équivalence avec le système militaire obligatoire, mais ne doit pas avoir un caractère punitif. Il est arrivé à la conclusion qu'un facteur entre 1,3 et 2 pour un service civil plus long devrait satisfaire à ces exigences.

Concernant la mesure 2, dans le droit en vigueur, les sous-officiers supérieurs et les officiers bénéficient d'un facteur privilégié de 1,1 – c'est l'article 8 alinéa 1 deuxième phrase de la loi fédérale sur le service civil (LSC). Ce privilège est devenu injustifiable en raison de la perte de personnel qualifié. La mesure réduit le nombre de militaires exerçant des fonctions exigeantes qui quittent l'armée pour le service civil. Le nombre plus élevé de jours d'instruction dans l'armée déjà accomplis et à accomplir n'est plus pris en considération dans ces cas, puisque le facteur 1,5 est systématiquement appliqué lors de l'admission. La mesure est donc appropriée pour atteindre l'objectif. Elle est nécessaire pour rentabiliser les efforts de formation militaire et elle ne remet pas en cause le droit de faire un service civil de remplacement. Le principe constitutionnel reste donc inchangé.

La mesure 3 vise à désamorcer la pénurie de médecins dans l'armée. Elle rend le service militaire plus attrayant que le service civil pour les médecins et les aspirants médecins. Elle interdit les affectations dans des domaines nécessitant des études de médecine. Elle vise à empêcher l'utilisation du service civil à des fins de formation professionnelle. Cette mesure est conforme à l'article 4a lettre d LSC interdisant des affectations servant d'abord l'intérêt personnel. Bien entendu, la possibilité pour les médecins d'être admis au service civil reste inchangée. Plus de 10 000 possibilités pour des affectations leur sont ouvertes. Nous supprimerons simplement ici les cahiers des charges qui exigent des études de médecine. Cette mesure est mise en oeuvre de manière très simple sur le plan administratif. C'est une mesure appropriée, qui répond à l'objectif de rétention des médecins dans l'armée. Là aussi, le droit au service civil de remplacement demeure intact. Elle ne viole donc pas le droit constitutionnel au service civil.

Il faut rappeler encore une fois qu'il n'y a aucun droit à une affectation spécifique. Il faut également reconnaître que l'armée exploite davantage les synergies, alors que, pour ce qui est des qualifications civiles des militaires de milice dans le service civil, cela n'est pas prévu, afin de ne pas créer des incitations.

La mesure 4 a pour but de renforcer le respect du principe de l'équivalence entre l'accomplissement du service militaire et celui du service civil. Elle évite un avantage indu pour ceux admis au service civil sans jour de service militaire restant. Elle prévoit donc l'interdiction d'admission au service civil pour les militaires n'ayant plus de jour de service à effectuer. Elle prévoit une obligation d'effectuer une période de service civil chaque année dès l'année suivant l'admission. Elle vise donc un alignement avec les obligations militaires annuelles. Elle ne remet pas en cause le droit de faire un service civil de remplacement ; là aussi, le principe constitutionnel est inchangé. Une précision apportée à l'article 1 de la LSC assurera ce droit. Elle n'interdit pas non plus de faire valoir un conflit de conscience, mais elle régule l'admission pour garantir l'équité entre obligations militaires et obligations du service civil. Le Conseil fédéral examinera, dans le cadre de la délégation législative prévue à l'article 17 alinéa 2 de la LSC, quels délais sont réalisables pour la mise en oeuvre de la mesure 4 et quelles dérogations aux principes énoncés à l'article 17 alinéa 1 de la LSC sont conformes à la Constitution et au droit international public.

La mesure 5 vise à renforcer le respect du principe de l'équivalence entre l'accomplissement du service militaire et celui du service civil. L'obligation de faire du service chaque année, dès l'année suivant l'admission, est équivalente aux obligations des militaires et réduit l'attrait du service civil. La mesure ne modifie pas non plus le principe fondateur de la LSC selon lequel il n'y a pas de liberté de choix entre service militaire et service civil. Elle ne touche pas non plus au droit constitutionnel de faire le service civil. Il est également possible de reporter le service civil. Contrairement aux militaires convoqués à une date précise par ordre de marche, les civilistes peuvent mieux planifier leur service au cours de l'année et nous attendons d'eux qu'ils s'organisent en conséquence. Les motifs de report du service sont énoncés dans l'ordonnance. Il s'agit de l'article 46 de l'ordonnance sur le service civil.

Enfin, la mesure 6 ; la disposition en vigueur accordant un délai de trois ans aux personnes admises au service civil avant d'avoir accompli l'école de recrues pour réaliser leur affectation longue engendre un avantage inapproprié par rapport aux recrues. En effet, les militaires libérés précocement de l'école de recrues sont en général convoqués à la volée suivante ou peu après. La mesure renforce le principe de l'équivalence entre l'accomplissement du service militaire et celui du service civil. Elle repose sur le principe de la LSC. Encore une fois, ce n'est pas un choix libre, mais une alternative pour ceux qui, en raison d'un conflit de conscience, ne peuvent accomplir le service militaire. Un rythme d'affectation similaire à celui des militaires est tout à fait raisonnable. Il est dans la nature même du service civil qu'un civiliste doit aussi accomplir plus de jours de service qu'un militaire.

Pour toutes ces raisons et à la suite de ce que je viens d'énoncer, je vous invite à soutenir les propositions du Conseil fédéral et donc la majorité de la commission.



De Ventura Linda (S, SH): Geschätzter Herr Bundesrat, diese sechs Massnahmen sollen ja zu 40 Prozent weniger Zulassungen beim Zivildienst führen. Ich frage mich da einfach immer wieder: Wie viele Personen werden dann zusätzlich bei der Armee bleiben? Wie wird sich dieser Rückgang beim Zivildienst also konkret auf die Bestände der Armee auswirken? Vielleicht haben Sie dazu irgendwelche Berechnungen vorgenommen; vielleicht liegen Ihnen konkrete Zahlen vor.

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Merci, Madame la conseillère nationale De Ventura. Vous avez posé plusieurs fois pratiquement la même question à tout le monde. Vous avez reçu pratiquement toujours la même réponse. Nous faisons également nôtre cette position.

Hurter Thomas (V, SH), für die Kommission: Ein erster Punkt zu Massnahme 6, den langen Einsatz im Folgejahr zu

AB 2025 N 1173 / BO 2025 N 1173

leisten: Hier wurde ausgeführt, dass das günstig oder ungünstig für den Arbeitgeber oder den Zivildienstleistenden sei. Es geht hier einfach vergessen, wofür es geht. Es geht hier nicht darum, ob etwas günstig oder ungünstig ist, sondern um die Frage, ob man einen Gewissenskonflikt hat, ja oder nein. Wenn man den hat, dann muss man diesen Dienst so leisten.

Zweiter Punkt, der von einem Sprecher einer Minderheit falsch ausgeführt worden ist: Es wurde erwähnt, dass der Tatbeweis bei den Offizieren und Unteroffizieren mit Faktor 1,5 erfüllt sei. Das ist nicht so, das haben wir auch in der Kommission gesehen, das ist es mit Faktor 1,1. Deshalb hat man auch diese Massnahme bei den Offizieren und Unteroffizieren eingeführt.

Dritter Punkt: Die Kommission hat alle Massnahmen mit 16 zu 9 Stimmen verabschiedet.

Art. 1

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Molina, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Schmezer, Seiler Graf)
Streichen

Art. 1

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Molina, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Schmezer, Seiler Graf)
Biffer

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Abstimmung gilt auch für Artikel 16 Absätze 1 und 2, Artikel 18 Absätze 1 und 2 sowie Artikel 83f Absatz 1.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/30866)

Für den Antrag der Mehrheit ... 120 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 73 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 4a Bst. e

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Flach, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Fridez, Glättli, Molina, Schmezer, Seiler Graf)
Streichen



Art. 4a let. e

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Flach, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Fridez, Glättli, Molina, Schmezer, Seiler Graf)
Biffer

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Abstimmung gilt auch für Artikel 83f Absatz 2.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/30867)

Für den Antrag der Mehrheit ... 119 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 73 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 8 Abs. 1

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Molina, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Schmezer, Seiler Graf)
Streichen

Art. 8 al. 1

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Molina, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Schmezer, Seiler Graf)
Biffer

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Abstimmung gilt auch für Artikel 11 Absatz 2ter und Artikel 83f Absatz 1.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/30868)

Für den Antrag der Mehrheit ... 120 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 72 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 11 Abs. 2ter

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Molina, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Schmezer, Seiler Graf)
Streichen

Art. 11 al. 2ter

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Molina, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Schmezer, Seiler Graf)
Biffer



Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit Molina wurde soeben bei Artikel 8 Absatz 1 abgestimmt.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité*

Art. 13 Abs. 1

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 13 al. 1

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 16

Antrag der Mehrheit
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Molina, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Schmezer, Seiler Graf)
Streichen

Art. 16

Proposition de la majorité
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Molina, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Schmezer, Seiler Graf)
Biffer

AB 2025 N 1174 / BO 2025 N 1174

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit Molina wurde bei Artikel 1 abgestimmt.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité*

Art. 18

Antrag der Mehrheit
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Molina, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Schmezer, Seiler Graf)
Abs. 1, 2
Streichen

Art. 18

Proposition de la majorité
Adhérer au projet du Conseil fédéral



Proposition de la minorité

(Molina, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Schmezer, Seiler Graf)

Al. 1, 2

Biffer

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit Molina wurde bei Artikel 1 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 20

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 21

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit I

(De Ventura, Andrey, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Molina, Schmezer, Seiler Graf)

Abs. 1, 3

Streichen

Antrag der Minderheit II

(Flach, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Fridez, Glättli, Molina, Schmezer, Seiler Graf)

Abs. 3

... bis zum Ende des zweiten Kalenderjahres ab, das ...

Antrag der Minderheit

(Fridez, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Glättli, Molina, Schmezer, Seiler Graf)

Abs. 2

Streichen

Art. 21

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité I

(De Ventura, Andrey, Fivaz Fabien, Flach, Fridez, Glättli, Molina, Schmezer, Seiler Graf)

Al. 1, 3

Biffer

Proposition de la minorité II

(Flach, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Fridez, Glättli, Molina, Schmezer, Seiler Graf)

Al. 3

... avant la fin de la deuxième année civile ...

Proposition de la minorité

(Fridez, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Glättli, Molina, Schmezer, Seiler Graf)

Al. 2

Biffer



Abs. 1, 3 – Al. 1, 3

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 25.033/30869)

Für den Antrag der Mehrheit ... 119 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 73 Stimmen

(1 Enthaltung)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 25.033/30870)

Für den Antrag der Mehrheit ... 120 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 72 Stimmen

(1 Enthaltung)

Abs. 2 – Al. 2

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/30871)

Für den Antrag der Mehrheit ... 120 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 73 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Art. 80b Abs. 1 Bst. d, Gliederungstitel vor Art. 83f

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 80b al. 1 let. d, titre précédant l'art. 83f

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 83f

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Molina, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Fridetz, Glättli, Schmezer, Seiler Graf)

Abs. 1

Streichen

Antrag der Minderheit

(Flach, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Fridetz, Glättli, Molina, Schmezer, Seiler Graf)

Abs. 2

Streichen

Art. 83f

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Molina, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Flach, Fridetz, Glättli, Schmezer, Seiler Graf)

Al. 1

Biffer



AB 2025 N 1175 / BO 2025 N 1175

Proposition de la minorité

(Flach, Andrey, De Ventura, Fivaz Fabien, Fridez, Glättli, Molina, Schmezer, Seiler Graf)

Al. 2

Biffer

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über den Antrag der Minderheit Molina wurde bei Artikel 1 und bei Artikel 8 Absatz 1 abgestimmt. Über den Antrag der Minderheit Flach wurde bei Artikel 4a Buchstabe e abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 25.033/30872)

Für Annahme des Entwurfes ... 119 Stimmen

Dagegen ... 73 Stimmen

(1 Enthaltung)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse

gemäss Brief an die eidgenössischen Räte (BBI 2025 784)

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires

selon lettre aux Chambres fédérales (FF 2025 784)

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Das Geschäft geht an den Ständerat.



25.033

Zivildienstgesetz.

Änderung

Loi fédérale sur le service civil.

Modification

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 24.09.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit
(Zopfi)
Nichteintreten

Antrag der Minderheit
(Roth Franziska, Zopfi)
Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat
mit dem Auftrag, eine überarbeitete Botschaft vorzulegen, die auf einer fundierten Analyse der Alimentierungslage basiert, die gesellschaftliche Bedeutung des Zivildienstes angemessen berücksichtigt und Massnahmen zur Attraktivitätssteigerung des Militärdienstes anstelle administrativer Hürden für den Zivildienst vorschlägt. Ziel ist eine ausgewogene Revision, die das Dienstpflichtsystem als Ganzes stärkt.

Proposition de la majorité
Entrer en matière

Proposition de la minorité
(Zopfi)
Ne pas entrer en matière

Proposition de la minorité
(Roth Franziska, Zopfi)
Renvoyer le projet au Conseil fédéral
avec mandat de présenter un message modifié, qui s'appuie sur une analyse approfondie de la situation en matière d'alimentation de l'armée, qui tient compte de manière appropriée de l'importance du service civil pour la société et qui propose des mesures pour rendre le service militaire plus attrayant au lieu de créer des obstacles administratifs au service civil. Le but est de parvenir à une révision équilibrée, qui renforce le système de l'obligation de service dans son ensemble.

Dittli Josef (RL, UR), für die Kommission: Der Bundesrat hat am 19. Februar 2025 die Botschaft zur Änderung des Zivildienstgesetzes verabschiedet. Er will mit sechs Massnahmen die Anzahl der Zulassungen zum Zivildienst senken. Damit wird auch der verfassungsrechtlichen Vorgabe Nachachtung verschafft, dass keine faktische Wahlfreiheit zwischen Militärdienst und zivilem Ersatzdienst, sprich Zivildienst, besteht. Die Zulassungen zum zivilen Ersatzdienst, also zum Zivildienst, bleiben in absoluten Zahlen sehr hoch. Im Jahr 2023 beispielsweise waren es 6754 Angehörige der Armee, die wechselten. Der Bundesrat erachtet die Anzahl Zivildienstzulassungen, insbesondere die Anzahl der Gesuche von Armeeangehörigen mit bestandener





Rekrutenschule, von Fachspezialisten sowie von Kadern der Armee, als problematisch. Mit der Gesetzesänderung wird Zulassungsgesuchen entgegengewirkt, die wesentlich durch andere Gründe als Gewissenskonflikte motiviert sind. Es gelten neu höhere Anforderungen für Personen, die einen beträchtlichen Teil des Militärdienstes bereits geleistet haben. Diese insgesamt sechs Massnahmen waren bereits Teil einer Vorlage zur Änderung des Zivildienstgesetzes, die aus acht Massnahmen bestand, die in der Schlussabstimmung in der Sommersession 2020 vom Nationalrat aber knapp abgelehnt wurde. Mit dieser Vorlage setzt der Bundesrat auch die Motion 22.3055 der SVP-Fraktion, "Armeebestand mittels Massnahmen beim Zivildienst stärken", um, welche National- und Ständerat am 29. September 2022 bzw. am 6. März 2023 angenommen haben.

Zur Vernehmlassung: Es wurde wiederum eine breit angelegte Vernehmlassung durchgeführt. Das Gesamtergebnis der Vernehmlassung 2024 zeigt, dass im Wesentlichen die gleichen zustimmenden oder ablehnenden Argumente wie bei der Vernehmlassung 2018 vorgebracht wurden. Insgesamt zeigt sich aber eine deutliche Befürwortung, d. h., es überwiegen jene, die diese Änderung wollen. Insgesamt gingen jedoch deutlich weniger Stellungnahmen ein, insbesondere von Einsatzbetrieben des Zivildienstes. Deshalb sah der Bundesrat keinen Anlass zu Änderungen an der Vernehmlassungsvorlage.

Die seit 2009 geltende Tatbeweislösung ohne Beurteilung des Gewissenskonflikts wird mit dieser Vorlage nicht infrage gestellt. Die Anforderungen an die Erbringung des Tatbeweises werden aber für Personen erhöht, die bereits einen beträchtlichen Teil ihres Militärdienstes geleistet haben. Es soll neu der Grundsatz gelten, dass nach bestandener Rekrutenschule alle Gesuchsteller minimal 150 Zivildiensttage leisten müssen, wobei die Gesamtdauer des Militär- und Zivildienstes verhältnismässig bleiben muss. Militärdienstpflichtige, die bereits alle Ausbildungstage der Armee geleistet haben, sollen nicht zum Zivildienst zugelassen werden. Damit wird verhindert, dass sie sich einen Vorteil verschaffen können, indem sie sich der Schiesspflicht entziehen, die bis zum Ende des Jahres vor der Entlassung aus der Militärdienstpflicht gilt.

Neu findet zudem eine Angleichung des Dienstleistungsrhythmus von Militär- und Zivildienst statt. Es gilt eine jährliche Einsatzpflicht ab dem Kalenderjahr nach der Zulassung.

Ich zähle die sechs Massnahmen ganz kurz auf:

1. Es gilt eine Mindestanzahl von 150 Diensttagen.
2. Der Faktor 1,5 gilt auch für Unteroffiziere und Offiziere.
3. Es werden keine Einsätze angeboten, die ein Human-, Zahn- oder Veterinärmedizinstudium erfordern.
4. Angehörige der Armee mit null Restdiensttagen werden nicht zum Zivildienst zugelassen.
5. Es gilt eine jährliche Einsatzpflicht ab Zulassung.
6. Es gilt die Pflicht, den langen Einsatz spätestens im Kalenderjahr nach der rechtskräftigen Zulassung abzuschliessen, wenn das Gesuch während der Rekrutenschule gestellt wird.

Mit den vorgeschlagenen Änderungen des Zivildienstgesetzes wird ein Rückgang der Zulassungen auf 4000 Personen pro Jahr angenommen. Demzufolge stehen für die Armee mehr Personen zur Verfügung.

Der Nationalrat debattierte die Vorlage am 18. Juni 2025. Er hat sich hinter den Entwurf des Bundesrates gestellt, und zwar ziemlich deutlich: Er hiess das geänderte Zivildienstgesetz mit 119 zu 73 Stimmen bei 1 Enthaltung gut.

Zur Arbeit der Sicherheitspolitischen Kommission unseres Rates: Ihre Kommission beantragt Ihnen mit 9 zu 2 Stimmen, der Änderung des Zivildienstgesetzes gemäss Beschluss des Nationalrates und Entwurf des Bundesrates zuzustimmen. Mit dieser Änderung soll der verfassungsrechtlichen Vorgabe Nachachtung verschafft werden, dass keine Wahlfreiheit zwischen dem Militärdienst und dem Zivildienst besteht. Zudem soll der Grundsatz der Gleichwertigkeit der beiden Dienstarten gestärkt werden.

Vor der Detailberatung hat Ihre Kommission Anhörungen mit Vertreterinnen und Vertretern der Regierungskonferenz Militär, Zivilschutz und Feuerwehr sowie des Schweizerischen Zivildienstverbandes durchgeführt. Die Mehrheit Ihrer SiK beantragt Eintreten auf die Vorlage und unterstützt die sechs vorgeschlagenen Massnahmen, die im Wortlaut auch den Forderungen der Motion 22.3055 entsprechen. Ihre Kommission hat mehrere Anträge auf Streichung einzelner der sechs Massnahmen mit 9 zu 2 bzw. mit 8 zu 3 Stimmen abgelehnt.

AB 2025 S 1015 / BO 2025 E 1015

Ebenso hat sie mit 9 zu 2 Stimmen Anträge auf Nichteintreten oder auf Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat mit dem Auftrag, eine überarbeitete Botschaft vorzulegen, abgelehnt. Die entsprechenden Minderheiten liegen vor und werden selbstverständlich in der Detailberatung noch einzeln begründet.

Für die Mehrheit der Kommission tragen die Massnahmen dazu bei, dass der Zivildienst wieder seinen ursprünglichen Zweck einer verfassungsbasierten Sonderlösung für Personen in einer Ausnahmesituation erfüllt. Mit diesen Massnahmen soll Zulassungsgesuchen aus zweckfremden Motiven entgegengewirkt werden, wobei für Personen mit Gewissenskonflikten der Zugang zum Zivildienst bestehen bleibt.



Die Mehrheit ist der Meinung, dass diese sechs Massnahmen einen Schritt in die richtige Richtung darstellen und zusammen mit den anderen vorgesehenen Massnahmen des Bundesrates dazu dienen, dass die verhältnismässig hohe Anzahl von Zulassungen zum Zivildienst sinkt, womit ein Beitrag zur nachhaltigen Alimentierung der Armee und des Zivilschutzes geleistet wird. Die Minderheit ist grundsätzlich der Ansicht, dass die vorgeschlagene Änderung des Zivildienstgesetzes nicht ausgewogen ist und dass ein Hauptanliegen der Revision, die nachhaltige Alimentierung der Armee, damit nicht erfüllt sei. Sie wird ihre Argumentation selbst im Detail vorbringen.

Ich beantrage Ihnen Eintreten und Zustimmung zur Vorlage gemäss den Anträgen der Mehrheit.

Zopfi Mathias (G, GL): Ich beantrage Ihnen Nichteintreten. Mich stört an dieser Vorlage, dass sie den Zivildienst schwächt, aber die Armee nicht stärkt. Die Herausforderungen der Armee kann die Armee selbst lösen, insbesondere indem sie den Sinn und Zweck des Militärdienstes besser erklärt. Und das sollte angesichts der geopolitischen Lage einfacher geworden sein.

Die Armee hat erfolgreich Massnahmen ergriffen und ist daran, weitere solche Massnahmen umzusetzen, um sich selbst und den Armeedienst attraktiver zu gestalten und die Vereinbarkeit des Militärdienstes mit dem zivilen Leben zu erhöhen. All diese Bemühungen unterstütze ich, und diese Massnahmen genügen. Die Revision des Zivildienstgesetzes hingegen enthält nur Massnahmen zur Abschreckung vom Zivildienst, und die meisten Massnahmen sind auch noch, würde ich sagen, eher kosmetisch.

Auch die Befürworter vertreten ja teilweise die Auffassung, diese Revision bringe nicht besonders viel. Falls die Revision eine Wirkung haben sollte, wäre es eben eine Schwächung des Zivildienstes und nicht eine Stärkung der Armee. Die Armee wird nicht profitieren. Denn wer sich vom Zivildienst abschrecken lässt, wird den sogenannten blauen Weg der medizinischen Ausmusterung wählen.

Weder die Zielsetzung der Revision noch die einzelnen Massnahmen überzeugen mich. Ich bin vielmehr davon überzeugt, dass wir mit dieser Revision politisch den falschen Weg einschlagen. Deshalb stelle ich Ihnen den Antrag auf Nichteintreten.

Interessant ist, dass der Bundesrat die Revision damit begründet, dass die Alimentierung der Armee eine Herausforderung bleibe. Nachvollziehbare Zahlen dazu liegen aber nicht vor. Und es ist noch schlimmer, denn es gibt auch Widersprüche, die sich nicht einfach ausräumen lassen. In seinen Botschaften zur Service-citoyen-Initiative und zur Revision des Militärgesetzes legt der Bundesrat nämlich gestützt auf Zahlen und Prognosen dar, dass die Alimentierung der Armee gewährleistet sei. Sein Hauptargument zur Ablehnung der Service-citoyen-Initiative – wir haben sie hier drinnen diskutiert – ist ja gerade, dass die Alimentierung gewährleistet sei. Die Service-citoyen-Initiative würde es erlauben, die Bestände von Armee und Zivilschutz langfristig und nachhaltig zu erhöhen und zu sichern. Doch die Mehrheit beider Räte empfiehlt sie dem Stimmvolk zur Ablehnung. Gleichzeitig wollen Sie nun dem gleichen Stimmvolk – ich gehe davon aus, dass wir bei diesem Gesetz ein Referendum haben werden – vormachen, dass es für den Bestand der Armee extrem wichtig sei, ein paar Angehörige der Armee vom Zivildienst abzuschrecken. Das ist doch keine logische Botschaft. Wie wollen Sie dem Volk erklären, dass Sie das Problem nicht langfristig lösen wollen, wozu die Service-citoyen-Initiative eine Möglichkeit geboten hätte, sondern dass Sie mit kosmetischen Massnahmen vorgehen wollen?

Zudem – diese Auffassung ist im Volk wahrscheinlich verbreiteter als hier drin – sind die Einsätze des Zivildienstes sehr wertvoll. Sie dienen dem Gemeinwohl dort, wo die Ressourcen der Kantone und Gemeinden nicht ausreichen: bei der Pflege und Betreuung von Menschen, in Schulen, im Umwelt- und Naturschutz, in der Land- und Alpwirtschaft.

Vor diesem Hintergrund komme ich zum Schluss, dass beim Zivildienstgesetz kein Handlungsbedarf besteht. Das bedeutet, dass diese Revision unverhältnismässig ist. Sie wissen, dass ich eine starke Armee befürworte. Aber ich befürworte auch einen starken Zivildienst.

Deshalb bitte ich Sie, für Nichteintreten zu stimmen.

Roth Franziska (S, SO): Ich beantrage die Rückweisung, weil mich bei dieser Vorlage manches an die Fixpreisdebatte erinnert. Bundesrat und VBS haben immer und immer wieder behauptet, es gebe einen Fixpreis, aber das war dann doch nicht der Fall. Genau ein solches Debakel sollten wir uns bei dieser Vorlage ersparen. Denn auch sie beruht auf einer falschen Behauptung.

Nur weil so fleissig die Legende kolportiert wird, der Armee würden die Soldatinnen und Soldaten ausgehen, wird sie nicht richtiger. Ganz im Gegenteil: Der Effektivbestand der Armee ist seit vielen Jahren höher als gesetzlich erlaubt. Auch in den kommenden Jahren würde die gesetzlich erlaubte Höchstgrenze noch lange deutlich überschritten, wenn der Bundesrat bei der gesetzlich vorgegebenen Anzahl Dienstjahren bleiben würde, statt sie ohne Not um zwei Jahre zu senken und in den Jahren 2028 und 2029 die letzten Soldaten zu



entlassen, die noch einen zwölfjährigen Dienst leisten. Wir haben es bei der Behauptung, es gebe ein Alimenterungsproblem, also bestenfalls mit einer frei erfundenen Legende und schlimmstenfalls mit einem mutwillig herbeigeführten Sachzwang zu tun. Ich frage mich, ob es darum geht, mit diesem ideologisch motivierten Kreuzzug gegen den Zivildienst Stimmung zu machen. Wenn Sie das jetzt so durchziehen, könnten Sie der Armee erheblichen Schaden zufügen; davon bin ich überzeugt.

Es ist schwierig, einen Abstimmungskampf auf falschen Tatsachen aufzubauen. Zudem wird in der Bevölkerung nicht verstanden, dass die Armee in einem derart schlechten Zustand sei, dass sie es nötig habe, sich auf Kosten des doch beliebten und in der Gesellschaft breit verankerten Zivildienstes zu profilieren.

Ich anerkenne, dass es in manchen Wiederholungskursen ein Ausbildungsproblem gibt, weil nur die Hälfte der eingeteilten Soldaten einrückt. Die Ursache liegt aber nicht bei den Abgängen in den Zivildienst. Auch ohne diese Abgänge würde das Problem in der nahezu gleichen Schärfe fortbestehen. Denn hinter dem WK-Problem steht ein einfacher mathematischer Denkfehler: Wenn Sie im Gesetz sechs WK und zehn bis zwölf Wehrpflichtjahre vorschreiben, so ist es doch aus arithmetischen Gründen zwingend, dass Sie in einzelnen WK einen Unterbestand haben. Hier muss die Lösung ansetzen, nicht beim meines Erachtens reichlich hilflosen Versuch, durch ein grundrechtswidriges Bürokratiemonster den Zugang zum Zivildienst zu erschweren.

Was nicht übersehen werden darf, ist, dass der Zivildienst ein unverzichtbares Instrument einer umfassenden Sicherheitspolitik ist, für die ich mich immer und immer wieder starkmache – also weg vom Tunnelblick. Der Zivildienst ist das einzige zivile Instrument in der Hand des Bundes, um die Durchhaltefähigkeit in Not- und Katastrophenlagen sowie im Fall eines bewaffneten Konfliktes zu erhöhen. Der Zivilschutz und die anderen Behörden und Organisationen für Rettung und Sicherheit (Bors) sind vorab kantonal oder kommunal organisiert. Zudem können der Zivilschutz und die anderen Bors nur für Tage oder Wochen, nicht aber für Monate oder ein ganzes Jahr eingesetzt werden – dies ganz im Unterschied zum Zivildienst, der in Not-, Katastrophen- und Konfliktlagen über Monate hinweg unverzichtbare Beiträge leisten kann.

AB 2025 S 1016 / BO 2025 E 1016

So standen 2017 nach dem Felssturz in Bristen innerhalb von wenigen Tagen genügend Zivildienstleistende zur Verfügung, um im Rahmen eines mehrwöchigen Einsatzes zur Bewältigung der Katastrophe beizutragen. Ebenso leistete der Zivildienst gleich zu Beginn der Covid-19-Pandemie während viereinhalb Monaten Einsätze in 565 Notlagen; insgesamt waren es 21 215 Zivildienststage. Zudem entlastete er mit regulären Einsätzen das Gesundheits-, Schul- und Sozialwesen und trug enorm zum Contact-Tracing bei. Als das SEM im November 2022 angesichts hoher Zahlen von Schutz- und Asylsuchenden dringend mehr Personal für Betreuungsunterstützung brauchte, bot das Bundesamt für Zivildienst 140 Zivildienstleistende für einen Dienst von vier Monaten in den Bundesasylzentren auf. Kurz: In einer Pandemie oder bei einem lang andauernden Flüchtlingsproblem erhöhen Zivildienstleistende die Durchhaltefähigkeit des sicherheitspolitischen Gesamtsystems. Ersparen Sie uns doch einen unnötigen Abstimmungskampf. Stimmen Sie meinem Rückweisungsantrag zu, verbunden mit dem Auftrag an den Bundesrat, eine überarbeitete Botschaft vorzulegen, die auf einer fundierten Analyse der Alimenterungslage basiert, die die gesellschaftliche und sicherheitspolitische Bedeutung des Zivildienstes angemessen berücksichtigt und die Massnahmen zur Steigerung der Attraktivität des Militärdienstes anstelle administrativer Hürden für den Zivildienst vorschlägt. Ziel muss es doch sein, eine ausgewogene Revision zu haben, die das Dienstpflichtsystem als Ganzes stärkt. Denn jene, die Sie jetzt vom Zivildienst abschrecken wollen, werden den Weg der medizinischen Ausmusterung wählen. Damit ist niemandem geholfen, am allerwenigsten der Armee und dem Zivilschutz.

Das wäre mit meinem Rückweisungsantrag zu korrigieren. Ich bitte Sie, ihm zuzustimmen.

Salzmann Werner (V, BE): Ich wollte eigentlich nichts sagen, aber ich muss es doch tun, wenn Behauptungen in den Raum gestellt werden, die überhaupt nicht stimmen.

Punkt 1: Der Zivildienst ist für den Fall eingeführt worden, dass jemand aus Gewissensgründen nicht Militärdienst leisten kann. Darum kann man nicht sagen, dass dies, wenn das Militär bemüht ist, wieder mehr Leute zu haben, auf Kosten des Zivildienstes gehe. Der Zivildienst geht immer auf Kosten der Armee. Das ist Punkt 1. Punkt 2: Die Bestandesprobleme sind keine Legenden. Es gibt zwei Berichte, die der Bundesrat in Auftrag gegeben hat, die die Bestände erstens im Zivilschutz und zweitens in der Armee analysiert haben. Man hat festgestellt, dass der Zivilschutz schon heute nur 50 Prozent der Bestände aufweist und dass die Armee 2030 nicht über genügend Personal verfügt. Heute ist es auch so, dass die Armee nicht über genügend Fachkräfte verfügt. Genau diese Fachkräfte fehlen den Einheiten für die Ausbildung, wenn sie nach der RS ausgebildet in den Zivildienst wechseln. Sie sprechen dann von glaubwürdiger, guter, interessanter Ausbildung im Militär und lassen es zu, dass Fachkräfte die Armee verlassen und dass die Gruppen, Züge und Einheiten nicht über



genügend Personal verfügen und die Übungen nicht richtig machen können. Da muss ich Ihnen sagen: Da sind Sie auf der falschen Fährte der Sicherheitspolitik.

Punkt 3: Sie sagen, wenn wir das machen, dann werden die Leute medizinisch untauglich geschrieben, werden also den sogenannten blauen Weg einschlagen. Sie suggerieren hiermit, dass die Ärzte, die an der Aushebung tätig sind, beeinflussbar seien, wenn es darum geht, ob jemand aus medizinischen Gründen aus der Armee entlassen wird oder nicht. Diese Aussage kann ich hier nicht stehenlassen. Jemand wird aus medizinischen Gründen entlassen, wenn diese Gründe tatsächlich bestehen und die Beurteilung so ist. Wir haben dort auch festgestellt, dass es eine relativ harte Angelegenheit ist und wir auch dort Korrekturen machen müssen. Aber die medizinischen Abgänge sind über die Jahre gleich hoch geblieben, im Gegensatz zu den Zivildienstabgängen.

Deshalb bitte ich Sie im Namen unserer Angehörigen der Armee und aller Kader, hier wirklich zuzustimmen, damit wir dies als Zwischenlösung haben, bis wir das neue Dienstleistungsmodell einführen können, und eine Weiche zu stellen, damit wir 2030 nicht das grosse Problem haben, dass die Armee zu wenig Leute hat.

Gmür-Schönenberger Andrea (M-E, LU): Auch ohne Applaus kann ich mich meinem Vorredner uneingeschränkt anschliessen.

Die Armee sieht sich momentan mit zwei grossen Problemen konfrontiert: einerseits mit der Unterfinanzierung, andererseits mit der Unteralimentierung. Mit der Änderung des Zivildienstgesetzes können wir Letzteres eindämmen. Das Problem des Bestandes werden wir aber erst mit der Einführung der Sicherheitsdienstpflicht wirklich lösen können. Zivildienst und Zivilschutz werden dann zusammengelegt. Ich hoffe, dass uns der Bundesrat dieses Geschäft gemäss unseren Motionen möglichst bald vorlegen wird.

In unserem Land gibt es nach wie vor eine verfassungsmässige Wehrpflicht. Eine Wahlfreiheit zwischen Militärdienst und zivilem Ersatzdienst existiert im Prinzip nicht. Die Verfassungsbestimmung muss ganz klar eingehalten werden. Mit rund 58 000 Dienstpflichtigen ist der Zivildienst entgegen seiner ursprünglichen Konzeption zu einem Massenphänomen geworden. Es sind längst nicht mehr nur junge Männer, die aus Gewissensgründen keinen Militärdienst leisten wollen. In der Mehrheit sind es heute vor allem solche, die aus irgendwelchen Gründen – sei es die persönliche Lebensidee, die Arbeit, das Studium oder was auch immer – den Zivildienst dem Militärdienst vorziehen. Zudem betrifft etwa ein Drittel der Zulassungen zum zivilen Ersatzdienst Personen, die bereits einen wesentlichen Teil ihrer Wehrpflicht in der Armee erfüllt haben. Die Tatbeweislösung wird damit wirklich stark relativiert.

Wenn überdies weiterhin jährlich etwa 2200 ausgebildete Soldaten vorzeitig aus der Armee ausscheiden, wird das Bestandsproblem weiter verschärft. Eine Armee mit Unterbestand ist nicht verteidigungsfähig. Der Zivildienst dauert zwar eineinhalbmal so lange wie der Militärdienst. Wer aber heute Zivildienst leistet, profitiert von vielen Vorteilen, Herr Zopfi. Dies ist gegenüber den jungen Menschen, die nach wie vor bereit sind, Militärdienst zu leisten, nicht gerecht. Ich nenne gerne drei Beispiele:

1. Wer eine Rekrutenschule absolvieren will, kann zwar seine Präferenzen mitteilen und sagen, wo er gerne eingeteilt werden möchte. Eine Garantie, dass diese Wünsche erfüllt werden, hat er aber nicht. Künftige Zivildienstler haben hingegen die Möglichkeit, sich an diversen Orten zu bewerben. Häufig können sie aus verschiedenen Angeboten ihre bevorzugte Stelle auswählen.

2. Wer eine Rekrutenschule absolviert, verbringt eine Sechstageswoche an einem Ort weg von zuhause. Dazu kommt die Sonntagswache; da geht keiner nachhause. Zivildienstler haben die Möglichkeit, von ihrem Wohnsitz aus einem geregelten Arbeitsalltag nachzugehen und von einer Fünftageswoche zu profitieren.

3. Wer eine Rekrutenschule absolviert, erhält einen bescheidenen Sold. Zivildienstler kriegen Essensgeld und eine Übernachtungspauschale. Die meisten dieser jungen Menschen haben die Möglichkeit, von zuhause aus an ihren Arbeitsort zu pendeln, sodass sie schlussendlich auch finanziell massiv besser dastehen als die Jungen, welche eine Rekrutenschule absolvieren.

Die jetzt vorgesehenen sechs Massnahmen zielen darauf ab, die Zahl der Aufnahmen in den Zivildienst zu reduzieren. Selbst wenn wir diese heute beschliessen, bleiben die eben genannten Vorteile des Zivildienstes gegenüber dem Militärdienst erhalten. Die sechs Massnahmen sind verhältnismässig und auch sinnvoll. Ich werde mich je nachdem noch in der Detailberatung zur einen oder anderen Massnahme äussern.

Zu den Anträgen auf Nichteintreten und Rückweisung: Ich bitte Sie, beide abzulehnen. Der Sprecher der Minderheit, die Nichteintreten beantragt, spricht von kosmetischen Massnahmen. Ich sehe das anders. Die Massnahmen sind in der jetzigen Situation absolut dringlich. Was tun Sie, wenn Sie mitten in der Nacht bei starkem Regen realisieren, dass Ihr Hausdach rinnt? Sie stellen einen Eimer unter das Leck und lassen dann das Dach möglichst rasch reparieren. Genauso verhält



AB 2025 S 1017 / BO 2025 E 1017

es sich mit diesen Massnahmen. Sie entschärfen zwar das Problem, endgültig gelöst wird es aber eben erst mit der Einführung der Sicherheitsdienstpflicht.

Auch die Service-citoyen-Initiative würde keine Abhilfe schaffen. Die Bestände wären damit überhaupt nicht garantiert. Wie auch? Eine allgemeine Dienstpflicht ist nun mal nicht dasselbe wie die Wehrpflicht. Im Gegenteil: Mit der allgemeinen Dienstpflicht würden nur Leute aus ihrem spezifischen Arbeitsprozess entfernt und dann irgendwo komplett sachfremd wieder eingesetzt. Zudem würde wohl niemand mehr ehrenamtliche Arbeit leisten. Es ist nicht nachvollziehbar, wie diese Initiative mehr Leute in den Militärdienst bringen soll.

Zum Sinn und Zweck des Militärdienstes: In Anbetracht des Krieges in der Ukraine sollte dieser in der Zwischenzeit allen klar sein. Wir sehen aber ebenso in der Ukraine, dass viele Männer nicht mehr bereit sind, Militärdienst zu leisten, ihr Land zu verteidigen. Sie wollen es viel lieber verlassen. Es braucht die Wehrpflicht. Weiter wird gefordert, die Attraktivität des Militärdienstes zu steigern. Wenn man bedenkt, dass der Militärdienst in erster Linie dazu da ist, im Ernstfall eine verteidigungsfähige Armee zu haben, die alle schützen kann, und wenn man bedenkt, dass eben der Kriegsfall geübt und vorbereitet wird, muss man sich generell die Frage stellen, wie attraktiv ein solcher Dienst sein kann respektive wie er attraktiver gemacht werden kann. Es wurden jedoch bereits Massnahmen zur besseren Vereinbarkeit von Beruf und Familie oder für einen besseren Ausbildungs- oder Studienbeginn getroffen.

Frau Roth hat das Hohelied des gesellschaftlichen Nutzens des Zivildienstes gesungen. Dazu möchte ich Ihnen gerne ein Gegenbeispiel nennen. Wenn ein Zivildienstleistender seinen Einsatz in einer Kita absolviert und dort in erster Linie zum Putzen angestellt wird, dann wird er vor allem als billige Arbeitskraft genutzt. Ich habe das im nahen Umfeld selbst erlebt. Ich weiss nicht, ob das dem ursprünglichen Sinn des Zivildienstes entspricht. Ich muss einfach sagen: Bei sehr vielen Zivildienststellen ist ein Einsatz ein "nice to have", aber kein "need to have" – und das hat absolut nichts mit der ursprünglichen Wehrpflicht zu tun.

Wir haben international eine absolut fragile Lage und verfügen über eine schrumpfende Armee. Das ist brandgefährlich. Wir müssen das dringend ändern.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage zur Revision des Zivildienstgesetzes einzutreten und überall der Mehrheit zu folgen.

Roth Franziska (S, SO): Ich muss ganz kurz auf die Aussage der hochgeschätzten Kollegin Gmür-Schönenberger reagieren. Ich sehe es täglich aufgrund meines Mandates als Copräsidentin von Kibesuisse, dem Verband Kinderbetreuung Schweiz, als schulische Heilpädagogin und als Stiftungsratsmitglied diverser Stiftungen, die sich für Kinder und Menschen mit Behinderungen einsetzen und Institutionen betreiben. Frau Gmür-Schönenberger, Sie sagen, dass Zivildienstleistende zum Putzen angestellt würden und billige Arbeitskräfte seien. Dies weise ich mit aller Deutlichkeit zurück. Ich sehe, welchen wertvollen Beitrag diese Personen leisten, um den für Kinder in sehr schwierigen Situationen zuständigen Fachkräften beizustehen. Zum Beispiel sorgen sie dafür, dass Kinder mit starken Beeinträchtigungen überhaupt in Kitas betreut werden können – andernfalls bräuhete es zu viele teure Kräfte. Ich bitte Sie wirklich, eine solche Aussage nicht zu kolportieren. In Spitälern, in Institutionen für Menschen mit Behinderungen, in Kitas, in Schulen und bei den Bauern leisten Zivildienstleistende keine Nice-to-have-Arbeiten. Wir brauchen diese Leute. Ich bitte Sie, das so zur Kenntnis zu nehmen.

Juillard Charles (M-E, JU): Je n'avais pas prévu d'intervenir, mais c'est l'occasion de préciser un certain nombre de choses par rapport à la dernière intervention de notre collègue Franziska Roth. Ce discours représentant des problèmes que pourrait poser cette modification de loi par rapport à la disponibilité des civilistes, je ne vous le cache pas, biaise la réalité du service civil.

Comme cela a été rappelé, le service civil a été créé originellement pour les personnes à qui cela posait un vrai problème de conscience de servir dans l'armée. Pour aller au service civil, cela a été dit aussi, il faut être apte au service militaire. Si ce n'est pas le service militaire, c'est la protection civile, puis – si vraiment on ne veut toujours pas – c'est le service civil.

Je veux vous raconter une anecdote. Lorsque nous avons introduit, dans le Jura, une nouvelle loi sur l'action sociale, l'aide à l'enfance, les crèches et même aussi les établissements médico-sociaux, il a été dit et répété avec de grands discours que pour travailler dans ces institutions, il fallait avoir des compétences certifiées, qu'il fallait faire des études supérieures, qu'il fallait avoir au moins un certificat, voire une reconnaissance avérée. Cela a conduit à la réalité qu'une dame qui gérait une crèche privée avant l'introduction de la loi n'a même pas pu retrouver un emploi d'employée dans une crèche parce que ses compétences n'étaient pas certifiées alors que cela faisait vingt ans qu'elle gérait une crèche. Tout cela pour dire que si l'on n'a pas de certificat, on ne peut prétendument pas travailler dans ces établissements.



Que se passe-t-il avec le service civil ? Est-ce que tout à coup, tous ces gens ont des compétences certifiées pour travailler dans ces institutions ? Moi, je ne le crois pas, je ne le pense pas. Alors venir dire aujourd'hui que ces institutions ne peuvent plus se passer de ce personnel non qualifié m'interpelle vraiment. En quelque sorte, on utilise ce personnel à défaut d'un autre personnel qualifié alors que, prétend-on, il est absolument indispensable d'avoir des compétences certifiées pour y travailler. Donc, pour moi, cette problématique-là est faussée. On a donné l'habitude à ces institutions de vivre en sous-effectif. La gauche devrait plutôt soutenir le fait qu'on engage du personnel plutôt qu'on prenne du personnel de remplacement moins bien formé pour occuper ces postes. Loin de moi l'idée de dire que ces gens ne font pas du bon travail : ce n'est pas cela que je dis. Je dis simplement qu'on a créé cette possibilité pour que tous ceux qui entrent au service civil puissent l'effectuer dans un endroit ou un autre, mais que l'on ne respecte pas les lois de ce pays quand on engage des gens qui ne sont pas formés alors que, selon la base légale, il faut être formé dans ces situations-là. Tout cela pour dire que je réfute ce genre d'arguments. J'invite vraiment ces institutions à réfléchir à l'engagement de personnel qualifié, puisque c'est ce qui était souhaité, à la place de ces gens qui font du service civil. C'est leur droit, bien sûr, dans le cadre actuel ; mais dans la situation actuelle, je vous invite vraiment à entrer en matière et à accepter les propositions de modification de la loi parce que la situation géopolitique a changé, parce que non seulement l'armée, mais aussi et surtout la protection civile – on a beaucoup parlé de l'armée et pas assez de la protection civile, à mon avis – ont besoin de ces compétences supplémentaires. Même si ces organisations de protection civile sont cantonales, c'est sur la base d'une loi fédérale que les gens sont incorporés à la protection civile ; donc les cantons ne peuvent pas simplement s'organiser comme ils le veulent dans cette situation. Donc, vraiment, je vous invite à accepter les modifications de la loi.

Fivaz Fabien (G, NE): J'hésitais à intervenir, mais après avoir entendu M. Juillard, j'ai envie de répondre. L'analyse a été faite dans le canton de Neuchâtel. Aujourd'hui, 350 personnes en moyenne chaque année font du service civil ; 35 000 jours de service sont effectués par ces personnes, avant tout dans des EMS et dans des institutions sociales. Dans un récent article, la question était posée de savoir ce qu'apportent ces personnes dans ces institutions. C'est assez intéressant, parce que la personne qui répondait parlait de "bouffée d'oxygène" pour les résidentes et les résidents des EMS, parce que les civilistes, justement, ne font pas les tâches du personnel qualifié dans ces institutions, mais font des tâches annexes, qui sont importantes et qui apportent, je pense, un bénéfice pour les personnes dans ces institutions. Je regrette un peu qu'on oppose aujourd'hui armée et service civil, en disant simplement que lorsqu'on diminue les effectifs du service civil, on améliore ceux de l'armée. C'est totalement faux. Ce sont deux services qui sont totalement complémentaires. On l'a vu, cela a été dit par Mme Roth, lorsque

AB 2025 S 1018 / BO 2025 E 1018

la crise du COVID-19 est apparue. Les personnes du service sanitaire de l'armée ont dû être formées, alors que les milliers de personnes qui étaient déjà dans les EMS, dans les hôpitaux, dans les institutions sociales, étaient immédiatement capables de faire leur travail. On a fait exactement la même chose au moment de l'invasion de l'Ukraine par la Russie où, face à l'afflux extrêmement important de migrantes et migrants provenant de l'Ukraine, on a réussi en quelques jours, et c'est là que la force du service civil existe aussi, à mettre sur pied des affectations qui ont permis à des jeunes Suisses de participer eux aussi et, à travers le service civil, de rendre un service à la population. Je regrette qu'on oppose systématiquement l'un et l'autre, parce qu'à mon avis ils sont complémentaires.

J'ajoute une chose ; on parle souvent des effectifs de la protection civile, mais les départs de l'armée vers le service civil ne mettent pas en péril les effectifs de la protection civile. Aujourd'hui, l'armée a augmenté massivement l'accès pour les jeunes, qui est passé de 65 pour cent de personnes qui sont recrutées dans l'armée à plus de 70 pour cent. Cette différence manque dans la protection civile.

Ce qu'on pourrait encore dire, et c'est mon dernier argument, est ceci : on pourrait se demander si, vu que le Conseil fédéral prévoit de toute façon, dans 2 ou 3 ans, une réforme complète du service qu'on va appeler "pour la sécurité" en fusionnant service civil et protection civile, vous voulez vraiment, à travers ce que vous qualifiez de "réformette" et que je qualifie de danger pour le service civil, faire une modification de la loi qui va durer 2 ou 3 ans, alors que l'on sait qu'on va de toute façon revenir avec une nouvelle proposition. C'est ce qu'on fait depuis la création du service civil. En 1992, 80 pour cent de la population, tous les cantons, ont accepté l'inscription dans la Constitution d'un service civil. Depuis, tous les 2 à 3 ans, le Parlement modifie les règles dans un sens ou dans un autre. Un peu de stabilité, je pense, ne ferait pas de mal.

Je vous remercie de rejeter ce projet.



Gmür-Schönenberger Andrea (M-E, LU): Ich möchte noch kurz auf das Votum von Kollegin Roth antworten. Frau Roth weiss, dass ich eine grosse Verfechterin der Kitas bin, dass ich entsprechende Vorlagen immer mit voller Überzeugung unterstützt habe. Ich weiss auch, dass es sehr viele sehr wertvolle und lehrreiche Einsätze im Zivildienst gibt. Tatsache ist aber ebenso, dass es für die Einsatzbetriebe – ich sage jetzt nicht: keine billigeren – keine preiswerteren Arbeitskräfte gibt als die Zivildienstleistenden. Und wenn die Tagesabgaben an die Zivildienstleistenden für die Einsatzbetriebe massiv erhöht würden, dann wäre ich nicht mehr sicher, ob immer noch dermassen viele Stellen zur Verfügung stünden.

Salzmann Werner (V, BE): Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, wenn ich Sie sprechen höre, dann könnte ich das Gefühl bekommen, der Zivildienst werde abgeschafft. Das ist nicht der Fall. Es geht darum, dass diejenigen, die einen Militärdienst geleistet, eine Ausbildung erhalten haben, nicht in den Zivildienst wechseln oder dass sie höhere Hürden zu überwinden haben. Wenn sie trotzdem wechseln wollen, dann können sie das mit höheren Hürden tun. Und diejenigen, die vor der RS gehen, gibt es immer noch. Wenn der Zivildienst jetzt sagt, er habe die Kräfte für die wichtige Hilfe in den Altersheimen oder Spitälern usw. nicht mehr, dann stimmt das nicht. Es werden nur diejenigen nicht mehr zur Verfügung stehen, die zum Beispiel für den Schweizer Alpen-Club Hütten kartieren oder nach Frankreich oder Südafrika reisen; die wird es dann nicht mehr geben. Wenn Sie sich gegen das wehren, dann haben Sie den Sinn und Zweck dieser Vorlage nicht verstanden.

Binder-Keller Marianne (M-E, AG): Ich möchte einfach noch eine ganz kleine Bemerkung machen, als Ergänzung zu dieser ganzen Debatte. Wir wissen, dass es auch die Möglichkeit gibt, einen waffenlosen Dienst in der Armee zu leisten, wenn das Tragen einer Waffe aus Gewissensgründen abgelehnt wird. Das Zulassungsverfahren zum waffenlosen Dienst ist ungleich komplizierter als das Zulassungsverfahren zum Zivildienst. In diesem Sinne möchte ich ergänzend einfach die Bemerkung machen, dass man hier schon auch eine gewisse Rechtsgleichheit schaffen müsste, um Abgänge aus der Armee zu verhindern, d. h. Rechtsgleichheit für Menschen – junge Männer, junge Frauen –, die eigentlich gerne Dienst in der Armee leisten würden, einfach waffenlos; dies als zusätzliche Bemerkung bezüglich dieser unterschiedlichen Verfahren.

Ettlin Erich (M-E, OW): Ich habe mich jetzt entschieden, auch etwas zu sagen. Während meiner ersten Zeit im Rat war ich von 2015 bis 2019 in der Sicherheitspolitischen Kommission, und wir haben damals schon über den Wechsel von der Armee zum Zivildienst gesprochen. Wir hatten das Thema schon damals. Ich habe mir schnell die Zahlen ausweisen lassen: 2015 waren ungefähr 38 000 Personen im Zivildienst. Heute sind es etwa 58 000.

Das Problem ist ja nicht, und darauf möchte ich hinweisen, dass man den Zivildienst abschaffen will, sondern es geht, glaube ich, darum, dass die Zahlen nicht weiter so stark steigen. Ich habe ein grosses Verständnis dafür, und ich werde auch viel darauf angesprochen, dass man die Leute im Zivildienst braucht und dass sie dort gut eingesetzt sind. Das stimmt ja auch, das ist ja gut. Ich möchte das überhaupt nicht verneinen, da gebe ich Frau Roth auch recht. Die Frage ist für mich, wenn ich beobachte und höre, wo sie überall eingesetzt werden, ob man im Zivildienst nicht einfach Prioritäten setzen und die Leute dort einsetzen sollte, wo sie wirklich gebraucht werden. Ich denke, hier wären Abstufungen möglich, und man sollte sich überlegen, wie das im Zivildienst umgesetzt werden kann.

Ich möchte noch auf Kollege Fivaz reagieren. Er sagte, während der Covid-19-Pandemie seien die Zivildienstleistenden im Gegensatz zu den Armeedienstleistenden wunderbar vorbereitet gewesen. Ich spreche aus eigener Erfahrung: Mein Sohn ist Sanitätssoldat. Er ging in den Aktivdienst, er wurde aufgeboten. Er ist bestens ausgebildet. Es ist nicht so, dass die Armee das nicht konnte. Sie konnte mit den Sanitätsdienstleistenden hervorragende Einsätze leisten. Ich glaube, Zivil- und Armeedienstleistende hier gegeneinander auszuspielen – Sie haben sich so geäussert, Kollege Fivaz –, ist wirklich falsch. Ich glaube, der Zivildienst ist gerechtfertigt, er erbringt gute Dienstleistungen. Dort dürfte man noch ein bisschen genauer schauen, ob man nicht Prioritäten setzen sollte.

Aber das Anliegen ist berechtigt, deshalb bin ich für Eintreten. Es ist wirklich so, wie es Kollegin Gmür gesagt hat. Ich habe damals auch mit meinem Sohn gesprochen. Er sagte: Es wäre wirklich klüger, wenn ich in den Zivildienst gehen würde, dann wäre ich am Sonntagabend zuhause und nicht irgendwo in einem Massenschlag. Ich habe ihm dann gesagt: Mach es trotzdem. Aber eigentlich habe ich ihn verstanden.

Wir haben hier wirklich die Pflicht, zu sagen, dass wir den Militärdienst in diesen Zeiten priorisieren sollten. Der Zivildienst hat seine Daseinsberechtigung, es wird ihn weiterhin geben, und er wird, was die Dienstleistenden angeht, weiterhin gute Zahlen haben.



Parmelin Guy, conseiller fédéral: Avec la motion 22.3055, "Augmenter l'effectif de l'armée en prenant des mesures pour le service civil", les Chambres fédérales ont repris sans modification six mesures issues du projet de modification de la loi fédérale sur le service civil de 2019. Le Conseil fédéral partage l'avis du Parlement selon lequel il est nécessaire d'agir dans le domaine du service civil et qu'il est judicieux de reprendre les mesures de l'ancien projet, qui avait, à l'époque, été approuvé par votre conseil, et, jusqu'au vote final, également par le Conseil national. Dans ce débat d'entrée en matière, je vais renoncer à présenter individuellement chacune des six mesures, que vous connaissez déjà. Je vais me limiter à deux éléments centraux de l'objectif des modifications proposées.

Cela a été rappelé par certains d'entre vous, il n'existe pas de liberté de choix entre le service militaire et le service civil de remplacement. Je crois qu'il faut le répéter

AB 2025 S 1019 / BO 2025 E 1019

régulièrement, parce que c'est la base de tout. Cette disposition est constitutionnelle et doit être respectée. Avec quelque 58 000 personnes astreintes au service civil, celui-ci est devenu, contrairement à ce qu'il était prévu lors de sa conception initiale, un phénomène de masse aux conséquences problématiques. En outre, environ un tiers des admissions au service civil de remplacement concernent des personnes qui ont déjà accompli une partie importante de leur service militaire obligatoire dans l'armée. La solution dite de la preuve par l'acte est ainsi fortement relativisée. De plus, d'autres conséquences problématiques apparaîtront si environ 2200 militaires formés continuent de quitter prématurément le service militaire chaque année. Les six mesures qui vous sont proposées dans ce projet visent à réduire le nombre d'admissions de personnes après l'école de recrues, de cadres et de spécialistes.

Après avoir pris connaissance et évalué les avis très controversés, c'est vrai, exprimés lors de la procédure de consultation, le Conseil fédéral n'a pas jugé nécessaire de modifier le projet. Il maintient donc ces six mesures telles qu'elles étaient déjà prévues dans la motion que j'ai évoquée tout à l'heure. Le Conseil national a fait la même appréciation lors de la session d'été de cette année. Le Conseil fédéral est conscient que ces six mesures ne suffiront pas, à elles seules, à réduire le nombre d'admissions au service civil de remplacement et surtout, à garantir durablement l'effectif de l'armée. La présente modification législative s'inscrit dans une série de projets d'adaptation déjà adoptés ou en cours qui, tous, ont pour objectif de garantir à long terme les effectifs de l'armée et de la protection civile. Sur ce point, je renvoie à la modification déjà adoptée de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile, ainsi qu'à la modification prochaine de la loi sur l'armée. De plus, vous le savez, le Conseil fédéral doit aussi proposer un projet sur l'obligation de servir dans la sécurité, ainsi qu'un rapport sur les possibilités d'une réintroduction de l'examen de conscience. Monsieur le conseiller aux États Fivaz, cela ne va certainement pas prendre une ou deux années. Il y aura une modification constitutionnelle, qui risque de durer beaucoup plus longtemps avec toute la procédure et, en plus, le vote obligatoire.

Pour ces raisons, et après avoir bien pesé le tout, le Conseil fédéral vous propose d'entrer en matière sur ce projet et de l'adopter tel qu'il vous est présenté aujourd'hui.

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Minderheit Zopfi ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/7721)

Für Eintreten ... 34 Stimmen

Dagegen ... 10 Stimmen

(1 Enthaltung)

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Wir stimmen nun über den Rückweisungsantrag der Minderheit Roth Franziska ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/7722)

Für den Antrag der Minderheit ... 11 Stimmen

Dagegen ... 34 Stimmen

(0 Enthaltungen)



**Bundesgesetz über den zivilen Ersatzdienst
Loi fédérale sur le service civil**

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Zopfi, Roth Franziska)

Gemäss geltendem Recht

Art. 1

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Zopfi, Roth Franziska)

Selon droit en vigueur

Dittli Josef (RL, UR), für die Kommission: Hier geht es um die Massnahme 4, "Keine Zulassung von Angehörigen der Armee mit null Restdiensttagen". Neben Artikel 1 Absätze 1 und 2 sind weitere Artikel betroffen, nämlich Artikel 16 Absätze 1 und 2, Artikel 18 Absätze 1 und 2 und Artikel 83f Absatz 1.

Bei dieser Massnahme geht es ganz klar um die Bekämpfung eines Missbrauchs. Es geht ausschliesslich um Militärdienstpflichtige, die nach Leistung aller Ausbildungstage keine Ausbildungspflicht mehr haben. Sie werden jedoch bis zur ordentlichen Entlassung weiterhin in der Armee behalten, um notfalls für den Assistenz- oder Aktivdienst aufgeboten zu werden. Sie müssen zwar keinen Militärdienst mehr leisten, sind aber nach wie vor schiesspflichtig. Die Armee zählte in den letzten Jahren öfters mehr als hundert Personen mit null Diensttagen, die zum Zivildienst wechselten, mit dem einzigen Ziel, nicht mehr schiessen zu müssen. Nach Auffassung der Mehrheit der Kommission sind solche Gesuche missbräuchlich. Die Kriterien für den Zugang zum Zivildienst bestehen darin, dass ein Gewissenskonflikt deklariert und geltend gemacht wird und dass die Bereitschaft zur Leistung von Zivildienst besteht. Weil die betreffenden Personen aber genau wissen, dass sie mit null Restdiensttagen keinen Zivildienst mehr leisten müssen, erfüllen sie die Kriterien für den Zugang zum Zivildienst offensichtlich nicht.

Ihre Kommission beantragt Ihnen mit einer Mehrheit von 9 zu 2 Stimmen, diese Massnahme zu beschliessen.

Zopfi Mathias (G, GL): Der Berichterstatter hat bereits gesagt, dass es mit dieser Massnahme verboten werden soll, dass Angehörige der Armee, die alle Diensttage geleistet haben, ein Zivildienstgesuch einreichen. Sie sollen das erst tun dürfen, nachdem sie zu einem Assistenz- oder Aktivdienst aufgeboten worden sind.

Mir geht es hier nicht um diejenigen, die sich der Schiesspflicht entziehen wollen, sondern um diejenigen, die tatsächlich aufgrund eines Gewissenskonfliktes ein Gesuch einreichen wollen. Das ist nun einmal ein verfassungsmässiges Recht, und diese Personen müssen das tun können. In der Botschaft steht, dass trotzdem sichergestellt bleibe, dass diese Angehörigen der Armee ihr verfassungsmässiges Recht wahrnehmen können.



Kollege Salzmann hat es gesagt: Der Zivildienst ist ein Ersatzdienst. Damit bin ich einverstanden. Es lässt sich aber auch aus der Verfassung ableiten, dass Militärdienstpflichtige vor einem Dienst die Möglichkeit haben müssen, ein solches Gesuch einzureichen, damit sie, wenn sie ein Gesuch gestellt haben, nicht einrücken müssen. Wenn wir nur an diejenigen denken, die sich der Schiesspflicht entziehen wollen, also quasi nur an die missbräuchlichen Fälle, übersehen wir Folgendes: Praktisch ist es so, dass sofort zu einem Aktiv- oder Assistenzdienst aufgeboden werden kann, während die Bearbeitung eines Zulassungsgesuches zum Zivildienst viel länger dauert. Zudem sind gemäss Artikel 17 Absatz 1

AB 2025 S 1020 / BO 2025 E 1020

ZDG nur diejenigen Gesuchsteller nicht einrückungspflichtig, die das Gesuch spätestens drei Monate vor dem nächsten Dienst eingereicht haben. Hier besteht also ein rein praktisches Problem.

Der Bundesrat gibt dies an sich zu und sagt, dass es ein Problem gibt. Er sagt auch, dass er die Kompetenz habe, von dieser Dreimonatsregel, die ich erwähnt habe, abzuweichen, und dass das Problem dann auf Verordnungsebene gelöst werden könne. Es genügt aber eben nicht, die Dreimonatsfrist aufzuheben, denn das Problem bleibt auch dann bestehen. Noch einmal: Man kann von heute auf morgen zu einem Aktiv- oder Assistenzdienst aufgeboden werden. Es ist jedoch unmöglich, von heute auf morgen ein Zivildienstgesuch einzureichen und von der Einrückungspflicht entbunden zu werden. Der Bundesrat hat eigentlich noch nicht verraten, wie er dieses Problem lösen will.

Die Unmöglichkeit, rechtzeitig ein Gesuch einzureichen, das von der Einrückungspflicht entbindet, erweist sich gemäss der Botschaft des Bundesrates "mit Blick auf den klaren Wortlaut von Artikel 59 Absatz 1 der Bundesverfassung sowie die Glaubens- und Gewissensfreiheit [...] als verfassungs- und völkerrechtswidrig". Solange der Bundesrat nicht aufgezeigt hat, wie er dieses Problem genau lösen will, finde ich, dass wir dieser Massnahme nicht zustimmen dürfen. Denn es geht nicht nur um diejenigen, die sich einer Pflicht entziehen wollen, sondern auch um diejenigen, die ihr verfassungsmässiges Recht wahrnehmen können müssen, ein Gesuch für einen Ersatzdienst zu stellen. Zudem – das müssen wir auch sehen – betrifft die Massnahme nur etwa zwei Dutzend Armeeangehörige pro Jahr. Der Einfluss auf die Alimentierung der Armee ist also verschwindend gering.

Parmelin Guy, conseiller fédéral: L'objectif de la mesure 4 est de renforcer le respect du principe de l'équivalence entre l'accomplissement du service militaire et celui du service civil. Cette mesure vise aussi à éviter un avantage indu pour ceux qui sont admis au service civil sans jours de service militaire restants. La mesure prévoit l'interdiction d'admission au service civil pour les militaires n'ayant plus de jours de service à effectuer. Elle prévoit aussi une obligation d'effectuer une période de service civil chaque année, dès l'année suivant l'admission. Elle vise ainsi un alignement avec les obligations militaires annuelles. Cette mesure ne remet pas en cause le droit de faire un service civil de remplacement. Le principe constitutionnel reste inchangé. Une précision est apportée à l'article 1 de la loi fédérale sur le service civil qui assurera ce droit. La mesure n'interdit pas non plus de faire valoir un conflit de conscience, mais elle régule l'admission pour garantir l'équité entre les obligations militaires et les obligations du service civil.

Le Conseil fédéral examinera, dans le cadre de la délégation législative qui est prévue à l'article 17 alinéa 2 de la loi fédérale sur le service civil, quels délais sont réalisables pour la mise en oeuvre de la mesure 4 et surtout quelles dérogations aux principes énoncés à cet article 17 alinéa 1 de la loi sont conformes à la Constitution et au droit international public. Il est par exemple prévu que les personnes qui déposent une demande d'admission au service civil soient dispensées de l'obligation de tir jusqu'à ce qu'une décision ait été prise sur leur demande.

Je vous demande d'en rester au projet tel qu'il vous est proposé.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/7723)

Für den Antrag der Mehrheit ... 29 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 11 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 4a Bst. e**Antrag der Mehrheit**

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates



Antrag der Minderheit
(Zopfi, Roth Franziska)
Streichen

Art. 4a let. e
Proposition de la majorité
Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité
(Zopfi, Roth Franziska)
Biffer

Dittli Josef (RL, UR), für die Kommission: Es geht hier um die Massnahme 3, "Keine Einsätze im Zivildienst, die ein begonnenes oder abgeschlossenes Human-, Zahn- oder Veterinärstudium erfordern". Neben Artikel 4a Buchstabe e ist ebenfalls Artikel 83f Absatz 2 betroffen.

Es liegt im ausgewiesenen öffentlichen Interesse, das Problem der ungenügenden Verfügbarkeit von Mediziner*innen in der Armee zu entschärfen. Entsprechend zielt die Massnahme 3 darauf ab, dass der Militärdienst für die berufliche Karriere der Mediziner und der Anwärter für medizinische Ausbildungen attraktiver ist als der Zivildienst. Diese Massnahme erwirkt, dass für Mediziner das Leisten von Zivildienst nicht mehr erlaubt ist. Nur so kann sichergestellt werden, dass ein Zivildiensteinsatz bei Personen mit einem begonnenen oder abgeschlossenen Medizinstudium keinen übermässig positiven Einfluss auf die Weiterentwicklung und Erfahrung hat. Unter die neue Norm fallen angehende oder ausgebildete Ärzte, zu denen auch Psychiater zählen, sowie Zahnärzte und Tierärzte. Das verfassungsmässige Recht, einen zivilen Ersatzdienst zu leisten, bleibt unangetastet, es besteht jedoch für niemanden ein Anspruch, den zivilen Ersatzdienst in einem bestimmten, bevorzugten Bereich leisten zu können.

Ihre Kommission beantragt Ihnen mit 9 zu 2 Stimmen, diesen Antrag gutzuheissen. Es gibt eine Minderheit Zopfi.

Zopfi Mathias (G, GL): Ich bin bisher davon ausgegangen, dass Sie alle Minderheitsanträge relativ klar ablehnen. Bei der letzten Abstimmung habe ich aber gesehen, dass die Front zu bröckeln beginnt. Das macht mir Hoffnung, dass Sie bei dieser Minderheit die Ohren gut spitzen und zugunsten der Minderheit entscheiden. Ich beantrage Ihnen hier im Namen meiner Minderheit, auf diese Massnahme zu verzichten, und dies aus folgendem Grund: In der Armee, das ist Ihnen allen bewusst, werden angehende Lastwagenfahrer dort eingeteilt, wo man sie brauchen kann; angehende Köche werden ganz selbstverständlich in Funktionen eingeteilt, in denen sie mit ihrem Know-how eben etwas bewirken können. Das gilt notabene auch für den Sprechenden: Nach meiner Zeit als Richtstrahlgerätemechaniker wurde ich als Jurist in der Militärjustiz eingeteilt, wo ich übrigens sehr gerne Dienst leiste, weil ich einen ausgezeichneten Einheitskommandanten und notabene auch gute Kollegen habe. Ich sehe also den Sinn dieses Dienstes. So funktioniert das Milizsystem, es ergibt deshalb auch Sinn.

Nun wollen Sie aber, dass Personen, die eine medizinische Ausbildung haben und den Weg des Zivildienstes wählen, explizit nicht in diesem Bereich eingesetzt werden können. Das verstösst erstens einmal gegen das Rechtsgleichheitsgebot. Zweitens handelt es sich um recht wenige Personen: 2023 wären von dieser Massnahme bloss zwei Personen betroffen gewesen, 2022 acht. Jetzt haben Sie das Gefühl, dass diese Personen dann nicht mehr den Weg des Zivildienstes wählen werden. Das stimmt wahrscheinlich nicht, es stimmt sogar ziemlich sicher nicht. Ziemlich sicher werden sie den Weg des Zivildienstes trotzdem wählen, aber sie können dann nicht mehr dort eingesetzt werden, wo man sie brauchen könnte. Selbst wenn sich Einzelne abschrecken lassen: Bei den kleinen Zahlen, die ich Ihnen genannt habe, wird der Armeebestand damit in keiner Art und Weise gerettet. Die Massnahme ist deshalb unverhältnismässig und erschwert es einer spezifischen Berufsgruppe, dort einen Dienst zu leisten, wo es Sinn ergibt.

Wenn die Leute trotz der Abschreckungsmassnahme den Weg des Zivildienstes wählen, können sie nicht dort eingesetzt werden, wo sie den grössten gesellschaftlichen Nutzen stiften können. Sie kennen die medizinische Versorgungslage unseres Landes. In meinem Kanton suchen wir händeringend nach Ärzten, die für die auch älter werdende

AB 2025 S 1021 / BO 2025 E 1021

Bevölkerung da sind. Die Massnahme bringt also wenig. Sie widerspricht einem Grundsatz des Milizsystems; nach gesundem Menschenverstand ist sie eigentlich nicht begründbar.





Man könnte ja notabene auch einen Kompromiss machen. Von der Mehrheit kommt der Vorwurf, es gebe Leute, die den Zivildienst eigentlich für Ausbildungsdienste für ihre berufliche Tätigkeit missbrauchten. Dem könnte man aber begegnen, indem man einen milderen Weg wählt und Bestimmungen ins Gesetz schreibt, die es verunmöglichen, den Zivildienst in einem für die Ausbildung anrechenbaren Dienst zu leisten. Aber noch einmal: Es ergibt doch Sinn, dass ein Arzt, der sowieso den Weg des Zivildienstes wählt, an einem Ort eingesetzt wird, wo er den grössten Nutzen bringt, statt dass er irgendwo anders eingesetzt wird, wo er genau gleich viel Nutzen bringt wie jemand, der überhaupt keine spezifische Erfahrung hat.

Wenn Sie dem Antrag meiner Minderheit zustimmen, schaffen Sie eine Differenz. Wenn Sie der Meinung sind, man müsse hier vielleicht mit unserem Schwesterrat noch einmal über einen Kompromiss, über eine mildere Form diskutieren, bitte ich Sie, diese Differenz zu schaffen und meine Minderheit zu unterstützen. Dann können wir das anschauen. Noch einmal: Diese Massnahme ergibt nach gesundem Menschenverstand wirklich keinen Sinn.

Salzmann Werner (V, BE): Herr Zopfi hat gesagt, dass es nur sehr wenige seien, nämlich acht. Acht Ärzte heisst, acht Bataillone haben keinen Arzt. Das ist eine grosse Anzahl, weil in den Bataillonen genau die Ärzte die zentralen Figuren sind, die die sanitären Massnahmen sicherstellen. Deswegen ist es eine grosse Anzahl. Daher bitte ich Sie wirklich, hier zuzustimmen, weil die Massnahme berechtigt ist.

Gmür-Schönenberger Andrea (M-E, LU): Auch hier kann ich mich meinem Vorredner anschliessen. Diese Massnahme soll den Ärztemangel in der Armee beheben. Ich bin erstaunt, dass Kollege Zopfi diese Massnahme nicht unterstützt und nicht zur Attraktivität der Armee beitragen will. Diese Massnahme macht nämlich tatsächlich den Militärdienst für Ärzte und angehende Ärzte attraktiver. Sie verbietet den Einsatz in Bereichen, die ein Medizinstudium erfordern, und soll verhindern, dass der Zivildienst nur zur persönlichen Weiterbildung genutzt wird. Dafür ist er nicht da.

Zudem steht die Massnahme im Einklang mit Artikel 4a Buchstabe d ZDG, der Einsätze verbietet, die in erster Linie dem Eigeninteresse dienen. Die Möglichkeit für Ärzte, zum Zivildienst zugelassen zu werden, bleibt unverändert bestehen. Zudem stehen ihnen mehr als 10 000 Einsatzmöglichkeiten zur Verfügung. Das müsste ja eigentlich reichen.

Die Massnahme lässt sich administrativ sehr einfach umsetzen und entspricht dem Ziel, Ärzte in der Armee zu halten. Die Massnahme verstösst nicht gegen das verfassungsmässige Recht auf Zivildienst. Es besteht aber kein Anspruch auf einen bestimmten Einsatz. Die Armee muss Synergien nutzen; dies ist im Zivildienst in Bezug auf zivile Qualifikationen nicht vorgesehen, um keine Anreize zu schaffen. Man kann, wie es vorhin Frau Binder ausgeführt hat, auch einen waffenlosen Einsatz in der Armee leisten, wenn es wirklich um das Gewissen geht.

Fivaz Fabien (G, NE): J'aimerais dire un mot sur cette disposition. Ce qui est intéressant, c'est que le Conseil fédéral la justifie en disant qu'aujourd'hui, on a un problème, à savoir une pénurie de médecins dans l'armée. Mais on a une pénurie de médecins de façon générale – M. Zopfi l'a dit. Ce qui est également intéressant, c'est que, de plus en plus, on va chercher nos médecins à l'étranger, on les fait se former à l'étranger et on les importe en Suisse. J'ai essayé de chercher rapidement le chiffre : en 2024, plus de 41 pour cent des médecins actifs en Suisse sont de nationalité étrangère et ne seront à ce titre jamais incorporés d'une quelconque manière dans l'armée suisse.

Je vous invite non seulement à refuser cette proposition, mais également à vous demander comment notre système de santé tient encore.

Parmelin Guy, conseiller fédéral: L'objectif principal de cette mesure est de désamorcer la pénurie de médecins dans l'armée. Elle rend le service militaire plus attrayant que le service civil pour les médecins et les aspirants-médecins. Il faut voir qu'en 2023 – et ce sont les chiffres du médecin-chef de l'armée –, le taux d'alimentation du personnel médical dans l'armée était de 42 pour cent pour les médecins de la troupe, de 66 pour cent pour les médecins de bataillon et d'à peine 20 pour cent pour les médecins attachés à un centre de recrutement.

La mesure interdit l'affectation dans des domaines nécessitant des études de médecine. Elle vise à empêcher l'utilisation du service civil à des fins de formation personnelle. Cette mesure est conforme à l'article 4a lettre d de la loi fédérale sur le service civil, qui interdit précisément des affectations servant d'abord l'intérêt personnel. Mme Gmür-Schönenberger l'a dit précédemment : la mesure peut être mise en oeuvre de façon extrêmement simple, elle est appropriée et elle répond à l'objectif de rétention des médecins dans l'armée. En outre, le droit au service de remplacement qu'est le service civil reste intact. Cette mesure ne viole pas le droit constitutionnel



au service civil. Il n'existe aucun droit à une affectation spécifique. Il faut également reconnaître que l'armée exploite davantage les synergies, alors que pour ce qui est des qualifications civiles des militaires de milice dans le service civil, cela n'est pas prévu afin précisément de ne pas créer des incitations. Je vous invite ici à suivre également la majorité de la commission.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/7724)

Für den Antrag der Mehrheit ... 28 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 12 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 8 Abs. 1*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Roth Franziska, Zopfi)

Gemäss geltendem Recht

Art. 8 al. 1*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Roth Franziska, Zopfi)

Selon droit en vigueur

Dittli Josef (RL, UR), für die Kommission: Mit diesem kurzen Absatz 1 bei Artikel 8 werden gleich zwei Massnahmen realisiert: erstens die Massnahme 2, mit der der Faktor 1,5 auch für Unteroffiziere und Offiziere gelten soll, und zweitens die Massnahme 1, die Mindestanzahl von 150 Diensttagen. Davon betroffen wären, nebst Artikel 8 Absatz 1, auch Artikel 83f Absatz 1 für die Massnahme 2 und Artikel 11 Absatz 2ter für die Massnahme 1.

Zur Mindestanzahl von 150 Diensttagen: Diese ist erforderlich, damit eine Wirkung bereits ab dem ersten WK erzielt wird. Durch diese Massnahme soll erreicht werden, dass die Abgänge ausgebildeter Armeeangehöriger aus den Formationen substanziell reduziert werden. Wer nach der RS in den Zivildienst wechselt, hat dort eine Mindestanzahl von 150 Diensttagen zu leisten. Die Anzahl von 150 Diensttagen ermöglicht einen Effekt bereits ab dem ersten WK. Viele Armeeangehörige, nämlich rund 75 Prozent, wechseln jeweils vor oder unmittelbar nach dem ersten WK zum Zivildienst. Die mit der Massnahme 1 vorgesehene Belastung durch die insgesamt zu leistenden Dienstage in der Armee und anschliessend im Zivildienst steigt in Abhängigkeit vom Zeitpunkt des Wechsels in den Zivildienst an. Der einzelne Dienstpflichtige wird mit fortschreitender Leistung der Militärdienstpflicht seine Beweggründe und seinen Entscheid zum

AB 2025 S 1022 / BO 2025 E 1022

Wechsel umso sorgfältiger erwägen, auch vor dem Hintergrund von dessen Auswirkungen auf sein privates und berufliches Umfeld. Es ist dann nicht mehr sehr attraktiv, zum Beispiel im letzten WK noch in den Zivildienst zu wechseln. Dies gilt insbesondere für Armeeangehörige, die die Zahl der nach der Militärgesetzgebung insgesamt zu leistenden Tage Ausbildungsdienst als Durchdiener erreicht haben und nach geltendem Recht durch den Wechsel in den Zivildienst keinen einzigen Zivildienstag leisten müssen. Mit Blick auf das angestrebte Ziel, nämlich eine substanzielle Reduktion der Abgänge ausgebildeter Armeeangehöriger, erweist sich diese Massnahme als geeignet, erforderlich und zumutbar.

Zum Faktor 1,5 auch für Unteroffiziere und Offiziere: Bei dieser Massnahme steht der Zweck, Abgänge von qualifizierten Armeeangehörigen zu reduzieren, im Vordergrund. Diese Massnahme soll die Abgänge von Kadern sowie von Fachspezialistinnen und -spezialisten aus der Armee zum Zivildienst reduzieren. Bei der Massnahme 2 geht es darum, den Faktor aus dem Gesetz herauszustreichen, der die Unteroffiziere und Offiziere der Armee privilegiert. Der Bundesrat hält das Phänomen zu Recht für problematisch. Es gibt eine hohe Zahl von Unteroffizieren und Offizieren, die in den Zivildienst wechseln. Deshalb soll für sie der gleiche Faktor



gelten wie für Soldaten, nämlich 1,5. Heute sind sie mit dem Faktor 1,1 privilegiert. Die beantragte Änderung soll die bisherige Regelung ersetzen, wonach bei Unteroffizieren und Offizieren die höhere Zahl bereits geleisteter und noch zu leistender Dienstage berücksichtigt wird. Es wird eine Neuregelung zugunsten des Bedarfes der Armee vorgeschlagen, aus dem erbrachten Ausbildungsaufwand einen tatsächlichen Mehrwert im Ausbildungsbetrieb und gegebenenfalls im Einsatz zu erzielen. Die geltende Differenzierung beim Faktor zugunsten der Kader hat sich vor dem Hintergrund des Verlustes der Armee an Dienstleistenden in Funktionen mit erhöhten Anforderungen nicht bewährt und kann nur durch ein entsprechend gewichtigeres Eingriffsmittel korrigiert werden.

Ich bitte Sie, bei Artikel 8 Absatz 1 mit der Mehrheit der Kommission zu stimmen und somit die beiden Massnahmen zu realisieren. Hierzu gibt es eine Minderheit Roth Franziska.

Roth Franziska (S, SO): Mit meiner Minderheit ersuche ich Sie, auf die grundrechtswidrige Massnahme 1 zu verzichten und beim bestehenden Gesetz zu bleiben. Mit der Massnahme 1 will der Bundesrat im Gesetz festschreiben, dass Zivildienstpflichtige mindestens 150 Dienstage leisten müssen, egal, wie lange sie zuvor schon Militärdienst geleistet haben.

Heute gilt: Wer in den Zivildienst wechselt, muss im Vergleich zu den noch geleisteten Militärdiensttagen 1,5-mal so viele Zivildienstage leisten. Die Bereitschaft, dies zu tun, gilt als sogenannter Tatbeweis dafür, dass die Person aus Gewissensgründen den Militärdienst nun jetzt doch verweigert. Jeder Schweizer ist verpflichtet, Militärdienst zu leisten. Zur Glaubens- und Gewissensfreiheit gehört jedoch das Recht, den Militärdienst zu verweigern. In diesem Fall kann die Militärdienstpflicht seit 1996 mit einem zivilen Ersatzdienst erfüllt werden. Das Grundrecht der Rechtsgleichheit verbietet es, diese Männer abzuschrecken, zu diskriminieren oder zu bestrafen. Die beiden Dienste müssen von der Belastung her vergleichbar sein. Gemäss Reform wäre der Faktor 1,5 nur noch auf Zivildienstleistende anwendbar, die im Militär noch mindestens 100 Tage leisten müssten. Diejenigen mit weniger als 100 ausstehenden Militärdiensttagen müssten neu in jedem Fall noch 150 Zivildienstage leisten.

Das Bundesamt für Justiz hat diese Massnahme scharf kritisiert. Der UNO-Menschenrechtsausschuss hat schon vor Jahren den Faktor 1,7 kritisch beurteilt. Er hat mehrmals festgestellt, dass ein Faktor, der sich dem Faktor 2 annähert, gegen das Rechtsgleichheitsgebot verstösse. Das sieht eigentlich ja auch der Bundesrat so. Ich zitiere aus der Botschaft: Bei der Massnahme 1 stellten sich die Frage nach der Verfassungsmässigkeit bezüglich des Rechtsgleichheitsgebotes und der Verhältnismässigkeit und die Frage nach der Vereinbarkeit mit internationalen Verpflichtungen der Schweiz, sprich dem Diskriminierungsverbot.

Diese Massnahme ist zwar die einzige, die das Potenzial hat, die Anzahl Zulassungen substanziell zu senken, allerdings lässt sie sich leicht umgehen. Ich erwähne es noch einmal: Ein grosser Teil dürfte das Gesuch früher einreichen oder den Weg der medizinischen Ausmusterung wählen. Unter dem Strich werden deshalb weniger Dienstpflichtige einen persönlichen Dienst im öffentlichen Interesse leisten. Sie werden kaum zur Alimentierung der Armee beitragen. Die Dienstgerechtigkeit würde weiter geschwächt. Die Massnahme verstösst somit gegen das Gebot der Verhältnismässigkeit; zu diesem Schluss ist das Bundesamt für Justiz gekommen. Zudem verstösst es gegen geltendes Völkerrecht.

Ich bitte Sie, hier der Minderheit zu folgen.

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Deux mesures font l'objet du débat : tout d'abord, la question des 150 jours de service et, ensuite, le fameux facteur 1,5. Tout d'abord, concernant les 150 jours de service, cette mesure vise à réduire de façon substantielle le nombre de militaires qui quittent l'armée pour le service civil après avoir achevé leur instruction. Elle prévoit donc l'augmentation du nombre de jours de service à accomplir au total, à savoir à l'armée puis au service civil, à mesure que le passage au service civil intervient plus tard.

L'Office fédéral de la justice a confirmé que cette mesure était conforme à la Constitution et au droit international. Elle est ciblée. Elle concerne des militaires qui invoquent un conflit de conscience après avoir accompli une grande partie du service. Elle respecte également les principes d'égalité et de proportionnalité sans caractère punitif. Selon une étude réalisée en novembre 2024 par le Groupement Défense et l'Office fédéral du service civil, outre un conflit de conscience, d'autres raisons importantes poussent les militaires à opter pour le service civil après l'école de recrues. Il est donc justifié de viser cette catégorie de personnes avec la présente mesure.

Toujours concernant les arguments juridiques, il faut ici comparer les chiffres corrects. Avec la solution proposée, la durée totale des services militaire et civil ne doit pas excéder 394 jours. Les soldats doivent effectuer 245 jours. On obtient donc un facteur de 1,6 ; c'est le chiffre pertinent. Par ailleurs, en 2006, le professeur de droit public Pierre Tschannen a rédigé un avis de droit sur la question de la constitutionnalité d'une preuve



par l'acte comme critère d'admission au service civil. Il a montré que le facteur temps doit tenir compte de l'équivalence avec le service militaire obligatoire, mais ne doit pas avoir un caractère punitif. Il est arrivé à la conclusion qu'un facteur entre 1,3 et 2 pour un service civil plus long devrait satisfaire à ces exigences. Le facteur 1,6 que je viens de citer se situe manifestement dans les limites admissibles. Voilà ce que je tenais à dire sur la question des 150 jours.

Concernant le facteur 1,5, selon le droit en vigueur, les sous-officiers supérieurs et les officiers – cela a été dit par le rapporteur – bénéficient d'un facteur privilégié de 1,1. C'est à l'article 8 alinéa 1, à la seconde phrase. Ce privilège est devenu injustifiable en raison de la perte de personnel qualifié. La mesure a pour objectif de réduire le nombre de militaires exerçant des fonctions exigeantes qui quittent l'armée pour le service civil. Le nombre plus élevé de jours d'instruction dans l'armée déjà accomplis et à accomplir n'est plus pris en considération dans ces cas, puisque c'est le facteur 1,5 qui est systématiquement appliqué lors de l'admission. La mesure, là aussi, est appropriée pour atteindre l'objectif. Elle est également nécessaire pour rentabiliser les efforts de formation militaire. Elle ne remet pas non plus en cause le droit de faire un service civil de remplacement. En ce sens, elle respecte aussi le principe constitutionnel.

Je vous prie d'en rester à la proposition de la majorité.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/7725)

Für den Antrag der Mehrheit ... 33 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 10 Stimmen

(0 Enthaltungen)

AB 2025 S 1023 / BO 2025 E 1023

Art. 11 Abs. 2ter

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Roth Franziska, Zopfi)

Streichen

Art. 11 al. 2ter

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Roth Franziska, Zopfi)

Biffer

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 13 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 13 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 16

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates



Antrag der Minderheit
(Zopfi, Roth Franziska)
Gemäss geltendem Recht

Art. 16

Proposition de la majorité
Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité
(Zopfi, Roth Franziska)
Selon droit en vigueur

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 18

Antrag der Mehrheit
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit
(Zopfi, Roth Franziska)
Abs. 1, 2
Gemäss geltendem Recht

Art. 18

Proposition de la majorité
Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité
(Zopfi, Roth Franziska)
Al. 1, 2
Selon droit en vigueur

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 20

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 21

Antrag der Mehrheit
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit I
(Zopfi, Roth Franziska)
Abs. 1
Gemäss geltendem Recht
Abs. 3
Streichen



Antrag der Minderheit

(Roth Franziska, Jositsch, Zopfi)

Abs. 2

Gemäss geltendem Recht

Antrag der Minderheit II

(Roth Franziska, Jositsch, Zopfi)

Abs. 3

... bis zum Ende des zweiten Kalenderjahres ab, dass ...

Art. 21

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité I

(Zopfi, Roth Franziska)

Al. 1

Selon droit en vigueur

Al. 3

Biffer

Proposition de la minorité

(Roth Franziska, Jositsch, Zopfi)

Al. 2

Selon droit en vigueur

Proposition de la minorité II

(Roth Franziska, Jositsch, Zopfi)

Al. 3

... avant la fin de la deuxième année civile ...

Dittli Josef (RL, UR), für die Kommission: Hier geht es um die Massnahme 6, nämlich die Pflicht, den sogenannten langen Einsatz spätestens im Kalenderjahr nach der rechtskräftigen Zulassung abzuschliessen, wenn das Gesuch während der Rekrutenschule gestellt wird. Hier geht es um eine Angleichung von Dienstleistung in der Armee und jener im zivilen Ersatzdienst.

Rekruten, die vorzeitig aus der RS entlassen werden, werden in der Regel in die nächstfolgende Rekrutenschule, auf jeden Fall aber in eine RS in naher Zukunft aufgeboten. Die bisherige Regelung beim zivilen Ersatzdienst, wonach eine zugelassene Person ohne bestandene RS den langen Dienst innerhalb von drei Jahren nach der Zulassung leisten muss, stellt die Zivildienstleistenden im Vergleich zu den Rekruten unerwünscht besser.

Im konkreten Artikel 21 Absatz 1 war bisher festgelegt, dass der Ersteinsatz spätestens im Kalenderjahr nach der rechtskräftigen Zulassung zu beginnen hat. Neu ist er in dieser Frist zu leisten. Und bei Artikel 21 Absatz 3 wird mit der Bestimmung, wonach Zivildienstleistende, die ihr Gesuch während der RS gestellt haben, ihren langen Einsatz bis zum Ende des Kalenderjahres abschliessen müssen, das der rechtskräftigen Zulassung folgt, eine weitere Angleichung der Dienstleistung in der Armee und jener im zivilen Ersatzdienst erwirkt. Eine unerwünschte Besserstellung der zivildienstpflichtigen Personen im Vergleich zu Rekruten kann damit vermieden werden.

Wir haben noch zwei Minderheiten. Die Minderheit I (Zopfi) will das alles streichen und so belassen, wie es heute ist. Die Minderheit II (Roth Franziska) will die Frist vom darauffolgenden Jahr auf das übernächste Jahr erweitern. Aber die Minderheitssprecher werden ihre Anträge gleich selber begründen.

AB 2025 S 1024 / BO 2025 E 1024

Die Mehrheit Ihrer Kommission beantragt Ihnen, diese Änderungen zu beschliessen. Das Abstimmungsresultat war 8 zu 3 Stimmen.

Ich empfehle Ihnen hier ebenfalls, der Mehrheit zu folgen.





Zopfi Mathias (G, GL): Sie haben jetzt vielleicht auch eine kleine Verwirrung festgestellt. Zumindest auf meiner Fahne werden beide Minderheiten von Frau Roth vertreten und angeführt, aber die Minderheit I vertrete jetzt ich. Wenn Sie schon auf die Fahne geschaut haben, haben Sie vielleicht auch festgestellt, dass diese Minderheit im Gegensatz zu den vorherigen um 50 Prozent grösser ist, weil sich Kollege Jositsch noch zu uns gesellt hat, und das wird Sie sicher überzeugen, dieser Minderheit zuzustimmen. Wenn das noch nicht reicht, bringe ich Ihnen aber auch noch ein paar zusätzliche Argumente.

Der Bundesrat schlägt hier eine massive Kürzung von aktuell drei Jahren auf ein Jahr vor. Es wurde bereits gesagt: Das hätte zur Folge, dass ein Zivildienstleistender, der im Dezember zugelassen wurde, innerhalb der nächsten zwölf Monate einen sechsmonatigen Zivildiensteinsatz planen, mit dem Einsatzbetrieb vereinbaren und vollständig leisten muss. Die neue Regelung würde es auch verunmöglichen, den langen Einsatz in zwei Teilen innerhalb von zwei Kalenderjahren zu leisten. Der Bundesrat argumentiert, er bezwecke mit seiner Verschärfung die Angleichung an den Dienstleistungsrhythmus der Angehörigen der Armee – das haben wir auch vom Berichterstatter gehört – und damit eben die Stärkung der Gleichwertigkeit. Die Massnahme trage zur Senkung der Attraktivität des Zivildienstes bei.

Es handelt sich jedoch eben nicht um eine Angleichung an die Armee, sondern um eine substanzielle Schlechterstellung. Zivildienstleistende müssten im Vergleich zu Rekruten in einer kürzeren Zeit mehr Dienstage leisten. Die Massnahme des Bundesrates hätte zur Folge, was gemäss dem Bundesamt für Justiz nicht sein darf: "Der zivile Ersatzdienst darf nicht absichtlich beschwerlich oder unangenehm ausgestaltet werden, jedenfalls darf er keinen übermässig dissuasiven oder gar pönalen oder rechtsungleichen Charakter erhalten." Die Massnahme würde der Armee auch nicht besonders viel nützen, denn sie könnte umgangen werden, zum Beispiel mit der Einreichung des Gesuchs vor oder nach der Rekrutenschule.

Die Verschärfung träfe aber nicht bloss die Zivildienstleistenden, sondern auch deren Arbeitgeber und auch die Einsatzbetriebe. Heute planen viele Zivildienstleistende und Einsatzbetriebe die Einsätze, insbesondere die langen Einsätze, lange, oft deutlich länger als ein Jahr, im Voraus. Die Arbeitgeber der Zivildienstleistenden würden damit konfrontiert, dass ein Mitarbeiter kurzfristig während eines halben Jahres ausfällt, nachdem er kurz zuvor bereits mehrere Monate in einer RS war. Die Massnahme des Bundesrates würde alle Beteiligten zur kurzfristigen Planung zwingen. Die Flexibilität dieser Beteiligten würde massiv eingeschränkt. Das hätte auch negative Auswirkungen auf die Qualität der Einsätze, und das kann nicht im Sinne von uns allen sein.

Die Vollzugsregeln des Zivildienstes gewährleisten bereits heute, dass alle den langen Einsatz fristgerecht leisten. Im Jahr 2024 hatten bei der ordentlichen Entlassung 98,3 Prozent der Zivildienstleistenden alle verfügbaren Zivildienstage geleistet. Die Massnahme verstösst deshalb, ich habe das Bundesamt für Justiz zitiert, gegen die Verfassung. Sie hat Strafcharakter und verletzt die Gebote der Verhältnismässigkeit und der Rechtsgleichheit.

Deshalb bitte ich Sie, meinem Streichungsantrag zuzustimmen.

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Herr Zopfi, Sie haben sich so sehr darüber gefreut, dass Herr Jositsch in Ihrer Minderheit I vertreten ist. Ich traue mich kaum, darauf hinzuweisen, dass wir korrigierte Fahnen erhalten haben, in denen Herr Jositsch neu der Minderheit II (Roth Franziska) angehört. Frau Roth erhält nun das Wort und weiss Herrn Jositsch im Rücken.

Roth Franziska (S, SO): Meine Begründung deckt sich mit derjenigen von Kollege Zopfi; ich kann es sehr kurz machen. Ich möchte Sie dazu verführen, einem Kompromiss zuzustimmen. Ich beantrage hiermit nicht die Streichung von Massnahme 6 – was man vielleicht von mir erwartet hätte – und damit, den Status quo beizubehalten, sondern in der Tat einen Kompromiss: die Verkürzung der aktuellen Frist von drei auf zwei Jahre. So wird die Flexibilität der Zivis, der Einsatzbetriebe und der Arbeitgeber der Zivildienstleistenden weniger stark eingeschränkt, und der lange Einsatz kann weiterhin in zwei Teilen innerhalb zweier Kalenderjahre geleistet werden. Es wäre schön, wenn wir hier einen Kompromiss finden und Sie diesem Antrag zustimmen würden.

Jositsch Daniel (S, ZH): Ich bin natürlich gerührt und fühle mich geehrt, dass meine Teilnahme oder Nichtteilnahme an der Einreichung von Minderheitsanträgen eine derartige Bedeutung bekommt. Ich glaube nicht, dass es das entscheidende Kriterium ist, aber ich möchte doch noch erläutern, warum ich eher bei der Minderheit bin.

Ich habe ja gewissermassen den Tatbeweis dafür erbracht, dass ich diese Massnahmen zur Stärkung der Armee unterstütze. Darum war ich bis jetzt immer bei der Mehrheit, habe allerdings dann nicht mit der Mehrheit gestimmt, wenn es, wie ich glaube, wenig zur Stärkung der Armee beiträgt; dort bin ich bei der Minderheit. Ich glaube nicht, dass irgendjemand aufgrund dieser Zeitverhältnisse in den Zivildienst geht oder eben nicht in den Zivildienst geht. Ich habe im Zusammenhang mit dem Militärdienst, den ich geleistet habe, auch in meinem



eigenen Leben die Erfahrung gemacht, dass heutzutage aus beruflichen oder familiären Gründen eine gewisse Flexibilität sinnvoll ist; dies gilt auch für den Zivildienst. Deshalb glaube ich, dass der Antrag der Mehrheit schikanös ist, aber nichts an der Anzahl von Leuten, die in den Zivildienst wechseln, ändert, im Unterschied zu den anderen Massnahmen, die wir bisher besprochen haben. Insbesondere der Minderheitsantrag Roth Franziska stellt gewissermassen einen Kompromiss dar, da der sagt: Wir lassen es zwar nicht ganz offen, aber eine gewisse Flexibilität soll möglich sein.

Wenn ich zur Mehrheit gehörte, würde ich nun diese Minderheit unterstützen, dem Frieden zuliebe und auch in Hinblick auf ein mögliches Referendum. Sie gewinnen mit dem Mehrheitsantrag keinen Blumentopf im Sinne dessen, was wir alle wollen, nämlich die Armee stärken, hingegen schwächen Sie damit diese Vorlage.

Zopfi Mathias (G, GL): Nach diesen überzeugenden Worten ziehe ich den Minderheitsantrag I zurück. Dann können wir noch über den Kompromiss abstimmen, über den Minderheitsantrag II (Roth Franziska), der von Kollege Jositsch unterstützt wird.

Präsidentin (Herzog Eva, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit I (Zopfi) wurde zurückgezogen.

Gmür-Schönenberger Andrea (M-E, LU): Also, dass Kollege Jositsch von einer schikanösen Massnahme spricht, kann ich absolut nicht nachvollziehen. Es geht hier auch nicht um einen Kompromiss. Die geltende Bestimmung, wonach Personen, die vor Abschluss der Rekrutenschule zum Zivildienst zugelassen werden, eine Frist von drei Jahren haben, um ihren langen Einsatz zu absolvieren, führt zu einem unangemessenen Vorteil gegenüber den Militärrekrutinnen und -rekruten, denn Militärangehörige, die vorzeitig aus der Rekrutenschule entlassen werden, werden in der Regel zur nächsten oder zu einer der folgenden Rekrutenschulen aufgeboten. Diese Massnahme zielt daher einzig und allein darauf ab, die Einhaltung des Grundsatzes der Gleichwertigkeit zwischen der Leistung des Militärdienstes und jener des Zivildienstes zu stärken. Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen.

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Mme la conseillère aux États Gmür-Schönenberger vient de le dire : la disposition en vigueur accordant un délai de trois ans aux personnes

AB 2025 S 1025 / BO 2025 E 1025

admisses au service civil avant d'avoir accompli l'école de recrues pour réaliser leur affectation longue engendrent un avantage inapproprié par rapport aux recrues militaires. En effet, les militaires libérés précocement de l'école de recrues sont en général convoqués à la volée suivante ou peu après. L'objectif de la mesure est aussi de renforcer le respect du principe d'équivalence entre l'accomplissement du service militaire et celui du service civil. Cette mesure repose sur le principe de la loi fédérale sur le service civil. Le service civil, je le répète, n'est pas un libre choix, mais une alternative pour ceux qui, en raison d'un conflit de conscience, ne peuvent accomplir le service militaire. Un rythme d'affectation similaire à celui des militaires est parfaitement raisonnable. Il est dans la nature même du service civil qu'un civiliste doit accomplir plus de jours de service qu'un militaire. Les civilistes, les établissements d'affectation, les employeurs et l'Office fédéral du service civil pourront s'adapter à cette mesure.

Nous vous prions donc de suivre la majorité de la commission.

Abs. 3 – Al. 3

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/7726)

Für den Antrag der Mehrheit ... 30 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 12 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abs. 2 – Al. 2

Dittli Josef (RL, UR), für die Kommission: Bei Artikel 21 Absatz 2 geht es um die jährliche Einsatzpflcht ab Zulassung. Mit dem Entwurf des Bundesrates würde die Pflicht, nach Leistung des ersten Einsatzes jährliche Einsätze zu leisten, neu im Gesetz verankert. Mit dieser jährlichen Einsatzpflcht ab dem Kalenderjahr nach der Zulassung wird eine Angleichung an den Dienstleistungsrhythmus der Militärdienstpflichtigen in der Armee und damit die Stärkung der Gleichwertigkeit der Dienstleistungen bezweckt. Die Dienstleistungen werden mit dieser Massnahme in Armee und Zivildienst grundsätzlich in der gleichen Lebensphase erbracht. Heute ist es



so, dass der Hauptteil der Dienstleistungen in der Armee in der Regel im Alter von 20 bis 25 Jahren erbracht wird. Dies soll nun auch im Zivildienst so sein.

Ihre Kommission beantragt Ihnen mit 8 zu 3 Stimmen, dieser Änderung zuzustimmen. Es gibt eine Minderheit, die das nicht will.

Roth Franziska (S, SO): Aktuell befassen wir uns mit Artikel 21 Absatz 2, also mit der Massnahme 5. Durch diese Massnahme will der Bundesrat die jährliche Einsatzpflicht neu im Gesetz statt wie bisher in der Verordnung verankern. Die Frist bis zur Leistung des ersten Einsatzes soll also geringfügig gekürzt werden, indem der erste Einsatz im ersten Jahr nach der Zulassung geleistet statt bloss begonnen werden muss. Mit der Einführung einer jährlichen Einsatzpflicht bezweckt der Bundesrat die Angleichung an den Dienstleistungsrhythmus der Angehörigen der Armee. Er will damit die Gleichwertigkeit stärken und zur Senkung der Attraktivität des Zivildienstes beitragen.

Die Dienstleistungsrhythmen von Armee und Zivildienst sind jedoch bereits aneinander angeglichen. Schon heute gilt die jährliche Einsatzpflicht sowohl in der Armee als auch im Zivildienst. Im Zivildienst wird sie konsequent durchgesetzt. Bei der ordentlichen Entlassung hatten 2024 äusserst hohe 98,3 Prozent der Zivis alle verfügbaren Zivildiensttage geleistet, dies trotz der Tatsache, dass sie in der gleichen Zeitspanne wie Militärdienstpflichtige das Anderthalbfache an Dienstofftagen leisten müssen. Die Verschärfung ist so geringfügig, dass diese Massnahme nicht zur Senkung der Attraktivität des Zivildienstes und schon gar nicht zur personellen Alimentierung der Armee beitragen würde. Diese Massnahme verstösst schlichtweg gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip.

Die heutige Diskussion hat mir einiges gezeigt: dass man den Sinn des Zivildienstes immer wieder infrage stellt und dass auch die Arbeit von Zivis pauschal immer wieder schlechtgeredet wird. Als Befürworterin der Armee habe ich es mir seit meinem Outing strikte abgewöhnt, vom Hörensagen oder aufgrund von Erfahrungen aus dem privaten Umfeld pauschal auf die Ausbildung der Soldaten oder auf die Armee als Ganzes zu zielen und Dinge als "nice to have" zu deklarieren. Letzte Woche hat Kollege Wicki hier in diesem Saal zudem den Spruch von Montesquieu zitiert: "Wenn es nicht notwendig ist, ein Gesetz zu machen, dann ist es notwendig, kein Gesetz zu machen." Wenn dieser Ausspruch zu irgendetwas passt, dann ganz sicher zur Massnahme 5. Daher ersuche ich Sie wirklich darum, auf diesen Leerlauf zu verzichten und bei der bewährten Regelung im Gesetz zu bleiben.

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Cette mesure renforce à nouveau le respect du principe d'équivalence entre l'accomplissement du service militaire et celui du service civil. L'obligation de faire du service chaque année, dès l'année suivant l'admission, est équivalente aux obligations des militaires et réduit naturellement l'attrait du service civil. La mesure prévoit une obligation d'effectuer une période de service civil chaque année, dès l'année suivant l'admission. Cette mesure ne modifie pas le principe fondateur, je le répète, de la loi fédérale sur le service civil, selon lequel il n'y a pas de liberté de choix entre le service militaire et le service civil. Elle ne touche pas au droit constitutionnel de faire du service civil. Il est également possible, il faut le dire ici, de reporter le service civil – selon l'article 46 de l'ordonnance sur le service civil. Contrairement aux militaires qui, eux, sont convoqués à une date précise par ordre de marche, les civilistes peuvent mieux planifier leur service au cours de l'année. Nous attendons d'eux qu'ils s'organisent en conséquence.

Madame la conseillère aux États Roth, je ne sais pas si Montesquieu aurait jugé la loi nécessaire, mais le Conseil fédéral juge cette modification nécessaire. (*Hilarité*)

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/7727)

Für den Antrag der Mehrheit ... 28 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 12 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Art. 80b Abs. 1 Bst. d, Gliederungstitel vor Art. 83f

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates



Art. 80b al. 1 let. d, titre précédant l'art. 83f

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 83f

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Roth Franziska, Zopfi)

Abs. 1

Streichen

Antrag der Minderheit

(Zopfi, Roth Franziska)

Abs. 2

Streichen

Art. 83f

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

AB 2025 S 1026 / BO 2025 E 1026

Proposition de la minorité

(Roth Franziska, Zopfi)

Al. 1

Biffer

Proposition de la minorité

(Zopfi, Roth Franziska)

Al. 2

Biffer

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 25.033/7728)

Für Annahme des Entwurfes ... 29 Stimmen

Dagegen ... 11 Stimmen

(0 Enthaltungen)



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2025 • Elfte Sitzung • 24.09.25 • 08h15 • 25.033
Conseil des Etats • Session d'automne 2025 • Onzième séance • 24.09.25 • 08h15 • 25.033



Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte (BBI 2025 784)

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires
selon lettre aux Chambres fédérales (FF 2025 784)

Angenommen – Adopté

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Das Geschäft ist bereit für die Schlussabstimmung.





25.033

Zivildienstgesetz.

Änderung

Loi fédérale sur le service civil.

Modification

Schlussabstimmung – Vote final

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 24.09.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Bundesgesetz über den zivilen Ersatzdienst

Loi fédérale sur le service civil

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/31309)

Für Annahme des Entwurfes ... 120 Stimmen

Dagegen ... 76 Stimmen

(0 Enthaltungen)



25.033

Zivildienstgesetz.

Änderung

Loi fédérale sur le service civil.

Modification

Schlussabstimmung – Vote final

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 24.09.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Bundesgesetz über den zivilen Ersatzdienst

Loi fédérale sur le service civil

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.033/7767)

Für Annahme des Entwurfes ... 33 Stimmen

Dagegen ... 10 Stimmen

(1 Enthaltung)

AB 2025 S 1083 / BO 2025 E 1083